

CONSEIL COMMUNAL DE BRUXELLES
GEMEENTERAAD VAN BRUSSEL

Séance publique du lundi 26 mars 2018

Openbare vergadering van maandag 26 maart 2018

Séance publique

Openbare zitting

La séance publique est ouverte à 16 heures 20 sous la présidence de M. Jacques Oberwoits, Président.

De openbare vergadering wordt geopend om 16 uur 20 onder voorzitterschap van de heer Jacques Oberwoits, Voorzitter.

Excusés - Verontschuldigen : Mmes Hariche, Temmerman et Mejbar, M. Smet.

Procès-verbal de la séance du 12 mars 2018

Notulen van de zitting van 12 maart 2018

M. le Président.- Conformément à l'article 89, alinéa 2, de la nouvelle loi communale et à l'article 7 du règlement d'ordre intérieur, le projet de procès-verbal de la séance du 12 mars 2018 a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs avant ce jour.

Overeenkomstig artikel 89, alinea 2, van de Nieuwe Gemeentewet en artikel 7 van het huishoudelijk reglement, werden de ontwerp-notulen van de zitting van 12 maart 2018 ter inzage van de Gemeenteraadsleden gelegd, gedurende de zeven voorbije vrije dagen.

Communications – Mededelingen

M. le Président.- Conformément aux dispositions des articles 234 et 236 de la Nouvelle loi communale, le Collège a ajouté à l'ordre du jour les points 54, 67, 71, 85 à 89, 91, 93 à 95, 98 à 100 et 102 à 105 repris au supplément à cet ordre du jour

daté du 22 mars 2018.

Overeenkomstig de bepalingen van de artikels 234 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College de agenda aangevuld met de punten 54, 67, 71, 85 tot 89, 91, 93 tot 95, 98 tot 100 en 102 tot 105 vermeld in het bijvoegsel bij de agenda dd. 22 maart 2018.

Vu l'urgence, le Collège propose d'ajouter à l'ordre du jour les points 53, 55 à 61, 65, 66, 68 à 70, 72 à 84, 90, 92, 96, 97 et 101 repris au supplément à cet ordre du jour, daté du 22 mars 2018.

Gelet op de dringendheid, stelt het College voor om de agenda aan te vullen met de punten 53, 55 tot 61, 65, 66, 68 tot 70, 72 tot 84, 90, 92, 96, 97 en 101 vermeld in het bijvoegsel bij de agenda dd. 22 maart 2018.

Conformément aux dispositions de l'article 97.3 de la Nouvelle loi communale, deux propositions de motion ont été ajoutées au supplément à l'ordre du jour :

- par M. François concernant la mise en œuvre d'une politique favorisant davantage le recrutement de personnes en situation de handicap dans les effectifs du personnel de la Ville de Bruxelles ;
- par M. Dhondt, Mme Jellab et Mme Abbad concernant l'amélioration de la qualité de l'air.

- L'urgence est admise à l'unanimité.

- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Communications relatives aux associations subventionnées - Mededelingen
betreffende de verenigingen die toelagen ontvangen

M. le Président. - J'invite les membres du Conseil communal à prendre connaissance au Secrétariat des assemblées des comptes, bilan, rapport financier et de gestion des associations suivantes :

- Brulabo scrl, au 31/12/2016 ;

- Mabru asbl, au 31/12/2016 ;
- Jeugd in Brussel (JIB) asbl, au 31/12/2015 ;
- Jeugd in Brussel (JIB) asbl, au 31/12/2016 ;
- Les Nocturnales asbl, au 31/12/2016 ;
- A travers les Arts! Asbl, au 31/12/2016 ;

- Pris pour information

- Kennis genomen

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, ik zou mijn vraag graag laten aansluiten bij de actualiteitsvraag van mevrouw Persoons over hetzelfde thema.

Dossier GIAL

Vraag van dhr. Van den Driessche betreffende de juridische adviezen in het GIAL-dossier over de zelfstandige consultant waarnaar de Schepenen verwezen tijdens de Gemeenteraad van 26/02/2018

Débat

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, mijn vraag heeft te maken met het juridisch advies dat twee keer aan de bevoegde schepenen is gegeven. Het gerucht doet de ronde dat die adviezen niet vindbaar waren.

Wat is de stand van zaken op het vlak van die juridische adviezen? Zijn ze al teruggevonden? Indien niet, kan ik u verwijzen naar de bedrijfsrevisor die ze wellicht in zijn dossier heeft en in staat moet zijn ze te bezorgen.

Voor mij is dat van essentieel belang omdat het gerucht de ronde doet dat de inhoud van die adviezen niet overeenstemt met wat in de vorige gemeenteraad is gezegd. Dat is voor ons uiteraard moeilijk in te schatten wanneer we die adviezen niet krijgen. Ik dring er dus op aan ons die adviezen te bezorgen zodat we ze te kunnen bestuderen.

In een vorige gemeenteraad had ik gevraagd om in mijn hoedanigheid van gemeenteraadslid nog een aantal andere documenten te ontvangen. Dat heeft meer bepaald te maken met de opdrachtbrief gericht aan het advieskantoor dat die audit

heeft gedaan. Wat stond er precies in die brief?

Voorts had ik graag de activiteitenverslagen sinds 2012 van de voormalige directeur Ontwikkeling ontvangen.

Op 21 februari vroeg ik ook een kopie te krijgen van de arbeidsovereenkomst van de woordvoerder van de vorige burgemeester die bij GIAL actief was en meer bepaald ook wat er omtrent zijn taakomschrijving was afgesproken.

Ik dring nogmaals aan om die documenten te krijgen zodat we ons een duidelijker beeld kunnen vormen van wat daar gebeurd is en van wat er eventueel fout zou kunnen zijn gelopen.

M. Maingain.- Je regrette que quand il s'agit de mettre les mains dans le cambouis, la N-VA réponde aux abonnés absents. Notre groupe a pu entrer au conseil d'administration de GIAL lundi passé et, ce faisant, nous avons eu accès à une série de pièces relatives à la gestion de l'asbl.

Lors du Conseil communal du 26 février, il nous a été expliqué qu'il n'était pas possible de transmettre les pièces de l'asbl. Je reste persuadé qu'à l'exception des éléments personnels, rien ne s'opposait à créer une commission spéciale sur GIAL et à transmettre lesdites pièces au Conseil communal. Il suffisait pour ce faire d'une décision du conseil d'administration. Nous aurions ainsi pu ouvrir un débat public sur la gestion de l'asbl. Je remercie les employés de GIAL pour le travail conséquent qu'ils ont réalisé pour fournir au conseil d'administration et à l'opposition l'ensemble des documents demandés. La plupart nous ont été transmis. Je regrette toutefois que les PV des années 1999-2005 n'aient pas été retrouvés, même si la loi sur les asbl n'oblige pas de les conserver si longtemps.

Les frais de représentation des directeurs généraux et présidents n'ont pas pu nous être communiqués.

Il ressort des pièces que nous avons pu consulter une série de constats. Je rappelle que l'asbl a été créée en 1993 par MM. Picqué, Tahon et Demaret. Selon moi, ce n'est pas la structure qui pose problème, mais sa gestion. Le premier contrat du consultant

dont question a bien été signé en 1999, mais pour une durée de deux ans. Ce qui pose problème, c'est ce qu'il s'est passé entre 2001 et 2006. Les audits de 2008 et 2012 ne portaient pas sur les marchés publics. L'audit de 2008 n'est pas accompagné de son avis juridique. Je n'ai pas trouvé trace, dans les PV du conseil d'administration, qu'il ait été soumis à ce dernier. Il faudra attendre l'audit de 2012 pour que la problématique des contrats d'indépendant soit évoquée au conseil d'administration. Les audits portaient sur les risques de requalification. Il y avait donc bien, dans le chef des gestionnaires de l'asbl, un doute quant à la légalité de ces contrats. Il faudra attendre la fin 2012 pour que la question des marchés publics soit posée en conseil d'administration. Ces contrats résultaient de la perpétuation d'anciennes pratiques, désormais en voie de disparition au sein de l'asbl.

J'en viens à la gestion de l'asbl depuis 2012 par la majorité actuelle. L'analyse des PV permet de pointer une série de problèmes : contrat du porte-parole du Bourgmestre Yvan Mayeur, frais de représentation, voyages, informations soumises au conseil d'administration. S'agissant dudit contrat, cette situation était problématique et ne pouvait pas être ignorée des gestionnaires de l'asbl. Le conseil d'administration prévoit bien l'engagement de cette personne pour travailler à la cellule communication de la Ville. Il n'existe pas de description de fonction. S'il y a bien eu refacturation, il n'y a pas de convention de détachement. Il est inacceptable que l'on passe par des structures connexes pour engager une personne.

S'agissant des frais de représentation, le problème est que nous n'en disposons toujours pas. Les réviseurs d'entreprise ont pointé à plusieurs reprises le fait que ces frais posaient des problèmes de justification. En outre, selon l'ordonnance de 2006, de tels frais de représentation doivent être communiqués au conseil d'administration et contrôlés.

Quant au fameux voyage, les versions divergent. L'échevin ne pouvait ignorer qu'à ce moment-là, GIAL était liée à Proximus. Il ne pouvait ignorer que l'attribution du

marché était contestée. Ce voyage n'a jamais été évoqué en conseil d'administration, ce qui est également contraire à l'ordonnance de 2006.

L'analyse des PV du conseil d'administration révèle que les pratiques de gestion au sein de l'asbl posaient problème et qu'elles visaient parfois à soustraire au conseil d'administration le contrôle de certaines pièces. Ainsi, les rémunérations n'étaient pas soumises audit conseil d'administration. Il en allait de même de certains engagements. Des exceptions en matière de prestations complémentaires dans les marchés publics n'étaient plus soumises au pouvoir d'appréciation du conseil d'administration. Un règlement d'ordre intérieur visait à limiter le pouvoir de contrôle de ce dernier. Parfois, ce même règlement n'était pas appliqué, par exemple dans le cas des frais de représentation.

La gestion de l'asbl GIAL démontre les maux de la gouvernance à la Ville de Bruxelles, notamment sous cette majorité. Ce ne sont pas les structures qui posent problème, mais le dévoiement de leurs missions, soit pour augmenter le pouvoir de prébende, soit pour augmenter le pouvoir d'influence. Il y a un problème d'opacité, voire de contrôle, même quand l'opposition siège au conseil d'administration. Ce sont ces pratiques du passé qui doivent être changées. Et les mœurs politiques doivent changer à la Ville de Bruxelles.

Il faut désormais se projeter vers l'avenir. Nos demandes sont claires. Outre les changements de pratiques et de mœurs, il importe de mettre en place une nouvelle structure, une nouvelle vision de la gestion des asbl de la Ville. Nous devons aller plus loin que ce qui est prévu dans l'accord de gouvernance de juillet.

Le groupe DÉFI vous propose de donner enfin aux Conseillers communaux la possibilité de consulter les ordres du jour et PV de l'ensemble des structures. Ces structures sont des extensions de la Ville de Bruxelles. Elles dépendent de la Ville de Bruxelles et il est normal que les Conseillers communaux puissent contrôler leur

gestion en toute transparence.

La réforme de la gouvernance de juillet prévoyait la mise en place de comités de rémunérations dans les structures. Il est impératif que les conseils d'administration soient informés du niveau des rémunérations des dirigeants et cadres supérieurs, à tout le moins. C'est en faisant toute la transparence que nous éviterons les dérapages et le non-respect de la norme.

Nous proposons également l'établissement d'un règlement d'ordre intérieur. Il existe des structures de la Ville dans lesquelles les conseils d'administration sont informés en toute transparence des engagements, des rémunérations, des frais de représentation et des marchés publics. Par contre, dans d'autres, ces informations ne sont pas communiquées au conseil d'administration et l'information des membres de l'opposition présents est inégale. Il est urgent d'uniformiser les règlements d'ordre intérieur et les pratiques d'information des conseils d'administration. Des réformes urgentes sont nécessaires pour restaurer la confiance des citoyens dans les gestionnaires politiques et pour permettre un contrôle légitime, par les Conseillers communaux et citoyens, des structures de la Ville.

Mme Jellab.- Je rejoins M. Maingain sur de nombreux éléments. Je remercie les services de GIAL qui nous ont aidés dans un esprit très positif.

Nous avons bien reçu un ensemble de documents, mais il en manque encore, dont les frais de représentation du président et de la direction, la liste des recours, les conclusions des avocats dans la procédure pénale introduite par GIAL en 2006.

Nous n'avons pas reçu le PV du Conseil communal du 26 février. Nous l'avons pourtant demandé à plusieurs reprises. Nous n'avons reçu que ce matin le PV des interventions de M. Ouriaghli. Nous n'avons pas reçu le PV des interventions de Mme Lalieux.

Il reste encore beaucoup de zones d'ombre auxquelles nous n'avons pas reçu réponse :

- Pourquoi le contrat du directeur des développements a-t-il été reconduit sur la base d'une note technique du directeur général ?
- Pourquoi le contrat a-t-il été à nouveau reconduit en 2012 à la suite d'une note juridique pour le moins étrange dont nous ne faisons pas la même lecture que les échevins concernés ? Elle pointe les incohérences des deux contrats des directeurs généraux et souligne les risques encourus en matière fiscale et de cotisations sociales par GIAL et les personnes concernées. Force est de constater qu'aujourd'hui, l'ONSS fouille les archives de GIAL, et la facture risque d'être lourde pour le contribuable à cause du manque de vigilance et de l'irresponsabilité des personnes en charge de la gestion.
- Pourquoi les contrats n'ont-ils pas été mis en concurrence ?
- Pourquoi certaines personnes sont-elles considérées comme la mémoire de GIAL et devenues indispensables ?

En ce qui concerne les contrats des personnes détachées au cabinet Mayeur, c'est le flou total. Qui a fait ce montage douteux ? Pourquoi n'ont-elles pas été engagées sous contrat Ville ? Je pointe également l'absence de convention de détachement.

Le voyage du 22 octobre reste incompréhensible, car il semble qu'il a bien été préparé pendant la période de soumission et avant que le recours de Proximus n'ait été reconnu comme irrecevable. Des contacts ont donc eu lieu entre les soumissionnaires et l'adjudicateur pendant la période de marché, ce qui est interdit.

Je pointe également l'absence de marchés publics, et sans justification.

Nous devons rebondir sur cette crise pour élaborer un autre mode de fonctionnement et garantir la transparence dans le respect des valeurs démocratiques. Nous devons redéfinir la mission première de l'asbl d'intérêt public. J'ai l'impression qu'elle fonctionne comme une société privée avec des salaires relativement élevés, des avantages et un parc automobile de 36 voitures (pour un effectif de 120 personnes), et

pas des moindres, puisqu'il s'agit de grosses cylindrées.

Nous redemandons une évaluation en profondeur du système des asbl et paracommunales et, surtout, une solution pour que leur gestion n'échappe plus au contrôle démocratique. Au titre de Conseillers communaux, nous avons le droit de faire notre travail. Quel outil peut-on donner aux Conseillers communaux pour assurer plus de transparence, redéfinir les codes de la démocratie locale et permettre un droit de regard aux groupes non présents dans ces nombreuses asbl.

Il faut rationaliser la mission de GIAL, qui doit viser l'intérêt public.

M. Wauters.- Le contrat de consultance est ancien. Ma cheffe de groupe a mis en évidence l'illégalité de ce dernier, puisqu'il s'agissait de faux indépendants. L'on peut se poser la question de savoir si une telle attitude serait prônée par les socialistes. Il me semble illogique de choisir volontairement de ne pas payer des cotisations sociales qui, vu ce qu'il va arriver, devront être payées.

Nous avons pu consulter les contrats du responsable de la cellule communication et de son adjoint. Nous avons constaté que GIAL facturait effectivement à la Ville le montant correspondant au salaire, tous les trimestres. Par contre, il nous a aussi été confirmé qu'il n'y avait pas eu de description de fonction ni de convention entre la Ville et GIAL concernant l'engagement de ces deux personnes au service de la communication de la Ville et du Bourgmestre. Nous pouvons nous poser la question de savoir s'il ne s'agit pas d'un détournement des règles salariales. Cette façon de faire nous semble clairement illégale.

Le contrat du directeur général prévoyait une variable de 20 % en fonction des objectifs atteints. À la lecture des documents, nous avons pu constater que cette variable de 20 % a, en réalité, toujours été payée jusqu'à la rupture du contrat sans aucune évaluation. La variable est donc devenue structurelle. Nous parlons ici de plus

de 2.000 € brut par mois. Pourquoi cette variable a-t-elle été payée du début jusqu'à la fin du contrat du directeur général ?

En outre, une somme de 295 € était allouée chaque mois pour les frais de représentation, en plus d'une carte Visa à sa disposition. Nous n'avons toujours pas reçu les notes y afférentes. J'en profite pour remercier le travail de la direction générale et des employés de GIAL, qui nous ont remis des documents dans un délai très court. J'ai entendu de la bouche du président que nous recevrons ces informations demain.

J'en viens au voyage d'étude. L'échevin de l'informatique, président de GIAL, a d'abord affirmé dans la presse qu'il ignorait que Proximus en était l'organisateur et que c'était donc GIAL qui avait payé les frais. Or il ressort des documents que nous avons pu consulter que seul l'upgrade en première classe a été payé par GIAL. On peut également s'interroger sur la nécessité de cet upgrade. Par la suite, le président dira qu'il savait que Proximus organisait ledit voyage, que Proximus est une société publique et qu'à ce titre, il n'y avait pas de problème. Je cite ses propos tenus lors du précédent Conseil communal : « Un conflit d'intérêts est évoqué à mon égard. Il importe de préciser que le marché auquel Proximus postulait avait déjà été attribué au moment de cette mission d'étude et que par la suite, aucun contrat n'a été passé entre GIAL et Proximus. GIAL ne travaille pas avec Proximus depuis bien avant ladite mission. » Or il apparaît que GIAL a bien travaillé avec Proximus, puisque des contrats couraient jusqu'à la fin 2013 et la fin 2014, et qu'un dernier contrat court jusqu'en août de cette année. Il y a donc bien eu conflit d'intérêts, et lorsque nous avons signalé que les contacts en vue de l'organisation de ce voyage et le voyage lui-même avaient eu lieu pendant la période de soumission et même de recours - en tout cas en période de standstill -, mes collègues et moi n'avons pas reçu de réponse au conseil d'administration. Nous affirmons que ce fait à lui seul est également illégal. Le président nous a dit qu'il chercherait dans ses courriels l'évocation de l'organisation de ce voyage. Dont acte. Nous n'avons pas encore reçu cette information.

Nous ne reviendrons pas sur les consultations juridiques qui ne portaient que sur la requalification des contrats de consultance et pas sur la nécessité de lancer un appel au marché. Ces contrats étaient illégaux. Le dossier GIAL me laisse un goût amer d'imprécision, d'instrumentalisation d'outils de la Ville censés servir le citoyen et d'affirmations parfois contradictoires. Je constate avec la même amertume que malgré le fait d'avoir attiré l'attention, posé des questions et pris position en tant qu'administrateur de l'opposition, ce n'est finalement que grâce à la sortie médiatique concernant GIAL que j'aurai pris connaissance, avec mes collègues de l'opposition, d'éléments qui n'étaient pas spontanément mis à ma disposition en tant qu'administrateur de l'opposition. En décembre 2016 déjà, je demandais la révision du règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration.

L'engagement par GIAL du responsable de la communication de la Ville et de son adjointe, malgré le remboursement des salaires, est révélateur d'un comportement inacceptable et, par ailleurs, illégal. Cela pour deux raisons : d'abord, il n'y a pas eu de description de fonction ni de convention ; ensuite, ces personnes ont été engagées pour un autre employeur et à des barèmes plus élevés, en tout cas pour le responsable principal.

Le voyage organisé par Proximus en octobre dernier pose une série de questions. Faisant suite aux accusations portées par un directeur général licencié en 2016, l'affaire est dans les mains de la justice. Cependant, les dates de ce voyage restent problématiques. À la suite du recours introduit, le marché pour lequel Proximus était soumissionnaire a été attribué le 18 octobre 2016 et le voyage d'étude a eu lieu à partir du 22 octobre 2016, soit clairement pendant la période de standstill. Contrairement à ce que le président affirme, des recours étaient alors encore possibles. Cet élément nous suffit pour réaffirmer que cela est aussi illégal. D'ailleurs, nous ne savons toujours pas qui a réellement payé les frais de ce voyage d'étude, puisque le seul élément dont nous disposons est une note payée par GIAL pour

l'upgrade en première classe, soit environ 1.000 € pour chacun des participants.

Nous resterons très attentifs aux notes de frais que nous recevrons demain relatives à la direction et à la présidence. Nous nous réservons le droit de revenir sur cette question.

Présider une entreprise de 120 personnes exige que l'on soit attentif à son bon fonctionnement et à l'écoute de ce qu'il s'y passe. C'est essentiel pour garantir un service optimal à la population. C'est aussi une forme de respect pour tous ses employés qui, je le rappelle, sont affectés par cette actualité.

Je rappelle que les dispositions relatives à la gestion du personnel étaient uniquement supervisées par le directeur général et le président. Nous nous retrouvons, hélas, devant un constat d'une certaine légèreté dans la gestion de GIAL. Les éléments dont nous disposons nous incitent à nous interroger sur le fait de savoir si le président de GIAL était réellement attentif à toutes ces questions, car les approximations, les déclarations lues ou entendues ne sont pas de nature à nous rassurer. Elles pourraient amener le président de GIAL à s'interroger sur sa capacité de poursuivre cette présidence dans des conditions adéquates et positives.

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, ik vang aan met een praktische vraag. Ik ben geen lid van de raad van bestuur van GIAL. Er is heel wat gedoe geweest over openbare zitting of niet, commissie of niet. Telkens werd er gezegd dat er een probleem was van vertrouwelijkheid.

Ik heb de raad van bestuur van GIAL zonet bijgewoond. Kan ik hier nu al dan niet een uiteenzetting houden? Kan ik verwijzen naar zaken die ik zonet heb geleerd in de open raad van GIAL? Kan ik verwijzen naar adviezen waarvan gezegd was dat ik ze niet zou mogen inzien? Ik had hier graag een antwoord op gekregen vooraleer ik mijzelf en mijn collega's in de voet ga schieten.

M. le Président.- Vous pouvez intervenir au conseil communal. Il n'y a pas de problème.

De heer Dhondt.- Dat is goed om weten. Het is toch erg verrassend dat er zoveel te doen geweest is rond verschillende documenten, maar dat ik daar hier nu plots in het openbaar wel over kan spreken zonder dat dit ernstige gevolgen heeft.

De conclusie na alle rapporten en verantwoordingen van het College op het vlak van de schijnzelfstandigheid van de contracten is dat er jarenlang een illegale situatie in stand gehouden en zelfs gevalideerd is geweest. We hebben de argumentatie van mevrouw Lalieux in de gemeenteraad gehoord. Ze citeerde letterlijk uit een “juridisch” advies van 2008. Blijkt dat dit geen juridisch advies was. We hebben documenten gekregen, maar dat zijn gewoon nota’s van een directeur die een opportuniteitsinschatting geeft over het aanhouden van een bepaald persoon in zijn organisatie. Dat heeft niets te maken met overheidsopdrachten of met de problematiek van schijnzelfstandige contracten.

Onze conclusie strookt niet met de conclusie van het echte juridische advies van 2012. Een belangrijk element in het kwalificeren van het contract als zijnde schijnzelfstandig of niet, onderhevig aan de sociale bijdragen of niet, is de vraag of er een hiërarchische band of hiërarchische controle is. In dit geval is die er wel degelijk. Het directiecomité moet rapporteren aan de raad van bestuur en de raad van bestuur moet via de bevoegde schepen verantwoording afleggen aan de gemeenteraad. Er is echter geen belletje afgegaan bij de verantwoordelijke politici dat dit wel eens een probleem zou kunnen creëren. Er werd telkens opnieuw gezwegen over de overheidsopdrachten. De wetgeving op de overheidscontracten is nooit gecontroleerd geweest. Die situatie is jaar na jaar in stand gehouden.

Sinds 2010 heeft de auditeur van de rekeningen jaar na jaar in zijn auditrapport de opmerking geformuleerd dat er een probleem was met die zelfstandigheidscontracten, Het College heeft hier echter nooit op gereageerd.

Ik kan daar alleen maar uit besluiten dat mevrouw Lalieux en haar opvolger, de heer Ouriaghli, de politieke verantwoordelijkheid dragen voor de hele heisa en het schandaal dat is losgebroken, ten koste van alle positieve zaken die GIAL doet. Ik kan alleen maar bijtreden wat het College zal hebben gezegd, namelijk dat ze de laatste weken niets anders hebben moeten doen de brand blussen en de brokken

lijmen. Ik houd dan ook het hele College verantwoordelijk voor deze hele situatie.

Mme Lalieux, échevine.- Je commencerai par les avis juridiques et par ce que j'aurais dit ou n'aurais pas dit. À la demande de M. Maingain, je lui ai fait parvenir mon texte *in extenso* la semaine passée. Monsieur Maingain, je vous ai même envoyé un sms à votre adresse Brucity. Madame Jellab, si vous l'aviez demandé, vous l'auriez reçu.

Par rapport à 2008 et à ce que j'aurais dit ou pas au Conseil communal, je vous cite ce que j'ai déclaré ici : « Face à ce dilemme - ma volonté de mettre fin aux contrats extérieurs et la nécessité de poursuivre notre collaboration avec M. Leroy -, je disposais d'une recommandation de l'administrateur délégué de GIAL plaidant pour son maintien sous ce statut. À l'appui de sa recommandation, une consultation de Me Mommens établissant qu'il n'y avait rien d'illégal en la matière et excluant le risque que ce contrat soit considéré comme celui de ce qui a été appelé ici un "faux indépendant". » Donc, ce que vous avez reçu, ce sont des échanges de mails avec le directeur général, dans lesquels il fait état d'une consultation juridique avec Me Mommens. Ces consultations juridiques ne figurent plus dans les archives de GIAL.

Ce n'est pas de ma responsabilité que Me Mommens soit décédé depuis. Ma responsabilité a été, à un moment donné, de savoir, en 2008, si oui ou non je suivais cette analyse juridique. Quand une analyse juridique dit que le risque est faible, ce n'est pas, *a priori*, moi, le CA ou vous qui pouvons déterminer quel était le statut de M. Leroy à l'époque. Ce sera demain à l'ONSS de le faire. Voilà pour ceux qui supposent que j'aurais caché des documents ou aurais menti au Conseil communal.

J'en viens aux rapports et aux analyses juridiques de 2012. Pourquoi avons-nous demandé une nouvelle analyse juridique en 2012 ? Parce que le service des ressources humaines nous avait dit que la jurisprudence évoluait par rapport aux contrats d'entreprise ou de consultance. Il nous a dit qu'il était important de

redemander une analyse juridique, ce que nous avons fait. Ladite analyse vous a été transmise. Elle a été soumise au conseil d'administration et nous avons décidé de maintenir M. Leroy dans ses fonctions.

J'en viens au contrôle hiérarchique et au rapport d'autorité. Je n'avais pas de rapport d'autorité avec M. Leroy. Il avait un rôle stratégique et exerçait sa mission en toute autonomie. Je suis très heureuse que le réviseur soit venu. Il était là depuis 2010. Je rappelle qu'il avait fait l'objet d'un marché public. Il nous a répété tout à l'heure que depuis 2010, il connaissait la situation de certaines personnes au sein de GIAL. Selon son analyse, le risque était totalement limité. D'ailleurs, il s'agit d'un risque aléatoire qui ne donnait lieu à aucune provision. Son rapport était sans réserve depuis 2010. Je demande donc à M. Wauters de ne pas qualifier lui-même les statuts de certains contrats à la place de juristes, de réviseurs d'entreprise et de responsables des ressources humaines. Faites attention aux qualifications que vous faites sans même savoir. Vous dites que vous pensiez que les socialistes préféraient le salariat. Oui, j'ai dit devant vous que mes convictions ne devaient pas primer face à la situation de M. Leroy, mais la continuité du service public dans l'intérêt de nos citoyens, de nos écoles et autres. En fonction de cela, j'ai maintenu M. Leroy. Je ne cachais absolument rien. Vous avez pu consulter tous les PV relatifs à l'ensemble des engagements et des rémunérations. Toutes les rémunérations étaient soumises au conseil d'administration. Vous savez très bien que 12 personnes avaient des contrats extérieurs et que sous ma présidence, ce nombre a été ramené à 3. Vos petits commentaires sont un peu inutiles. J'appelle tous les partis à beaucoup de prudence.

S'agissant des frais de représentation, je vais rassurer tout le monde : il n'y a jamais eu de frais de représentation pour la présidence, à mon époque, et je suis certaine qu'il en va de même pour la présidence actuelle.

Madame Jellab, comme je l'ai rappelé à la ministre de l'informatique, GIAL a permis aux contribuables d'épargner de l'argent. Nous sommes rentrés dans le contrat Irisnet

2 il y a un mois et demi. La ministre n'a pas démenti le fait que nous avons exercé une pression vers le bas pour l'ensemble du contrat data des 19 communes de la Région bruxelloise. Grâce à la centrale d'achats, près de 120 communes et organismes ont bénéficié de prix à la baisse. Il faut parfois être moins excessif dans ses paroles et dans la manière dont on qualifie *a posteriori* certaines choses. Ceux qui ont pris la peine de relire l'ensemble des PV auront constaté combien la transparence était de mise à GIAL pendant toute cette période.

M. Ouriaghi, échevin.- Monsieur Van den Driessche, vous demandez à nouveau des documents auxquels vous n'avez pas accès, alors qu'on vous a proposé d'entrer au conseil d'administration et que vous avez refusé. Je répète ce que j'ai dit il y a un mois, ici en Conseil communal. Ma réponse exprime l'avis juridique demandé par GIAL, à savoir qu'il m'est interdit, en tant que président du conseil d'administration de GIAL, de transmettre un quelconque document lié à l'asbl sans l'accord dudit conseil d'administration. Donc, l'accord du conseil d'administration est obligatoire. Un administrateur qui diffuserait ce type de document violerait son devoir de confidentialité. Il porterait également atteinte à l'asbl dans laquelle il siège, ce qui est condamné par l'article 1382 du Code civil. Cela m'amène à souligner une chose importante dans ce dossier, à savoir la responsabilité des administrateurs d'une asbl.

Tout est à votre disposition et GIAL est dans l'obligation de vous fournir tous les documents que vous exigeriez pour analyser une situation ou un marché qui vous semble poser question.

Nous sommes ici dans une structure totalement pluraliste et transparente. Nous n'avons jamais souhaité cacher quoi que ce soit. M. Maingain et Mme Jellab vous l'ont confirmé : comme nous nous y sommes engagés, tous ceux qui sont désormais membres du conseil d'administration ont pu accéder à tous les documents demandés. Vous l'avez reconnu et vous avez remercié l'administration pour cela.

La demande d'information sur les frais de représentation a été déposée jeudi passé au dernier conseil d'administration.

M. Maingain.- Cette demande figurait depuis le 26 février dans une liste de requêtes.

M. Ouriaghli, échevin.- Vous recevrez certainement l'information demain. Les frais de représentation sont repris dans les frais généraux. L'administration doit aller rechercher les détails. Je confirme que les présidents ne bénéficient pas de frais de représentation et qu'ils ne touchent pas de jetons de présence. Nous remplissons cette fonction à titre gratuit.

Si nous sommes ici en train de discuter de GIAL, c'est notamment à la suite d'un audit demandé par le conseil d'administration après que des faits eurent été dénoncés par l'administration à la fin 2016. Nous avons licencié un directeur général.

Monsieur Wauters, je suis fortement choqué par vos propos selon lesquels le président aurait géré de façon un peu légère le conseil d'administration de l'asbl. Or vous en faites partie. Donc, nous avons géré cela de façon un peu légère. Trouvez-vous léger de propulser GIAL vers les nouvelles technologies en négociant le départ de l'ancien administrateur délégué ? Trouvez-vous léger que notre centrale d'achat compte 110 adhérents ? Nous avons fait un travail superbe et nous continuerons.

Que sous-entendez-vous ? Que Proximus a essayé de corrompre le président ? Si c'est cela, dites-le ! Personne n'essaie de me corrompre. En tant qu'échevin de l'informatique, je ne fréquente pas les soumissionnaires, et vous le savez parfaitement. Une plainte a été déposée. L'affaire est à l'instruction et nous espérons qu'elle aboutira. Nous ne pouvons pas faire plus.

M. le Bourgmestre.- S'agissant des flux financiers entre GIAL et la Ville, je rappelle que GIAL est la première association à être soumise à un contrat de gestion depuis 2015, voté ici à l'unanimité et relatif à la gestion des flux financiers. C'est à travers ces flux financiers que l'on peut vérifier la manière dont est utilisé l'argent. Le budget est d'abord négocié entre les départements et GIAL. Ensuite, il y a fixation du 12e provisoire, suivi de la facturation et des notes de crédit éventuelles.

Soyons de bon compte, ce dossier ne concerne pas des élus politiques. Il ne s'agit pas de savoir si Mme Lalieux, M. Ouriaghli ou des membres du conseil d'administration ont procédé à des prises d'intérêt. Je rappelle un fait de droit assez simple : pour qu'il y ait fraude, il faut une intention délictueuse. Or, ni dans le chef de Mme Lalieux ni dans celui de M. Ouriaghli, il n'y a eu intention de frauder. Des avis ont été demandés et suivis. L'ONSS tranchera. La gestion du personnel est une matière très complexe.

Des personnes pensent-elles que Proximus, entreprise publique, ait tenté de corrompre le président d'un conseil d'administration ? Proximus doit-elle inviter des élus locaux ? La question peut être posée, mais il s'agit quand même d'une entreprise publique.

Nous avons connu une grosse fraude avec GIAL en 2006, dénoncée par l'autorité politique, pour laquelle il y a prescription malgré les renvois en correctionnelle. Qui en est la première victime ? La Ville de Bruxelles et GIAL. En l'espèce, nous devons gérer une situation qui n'est pas simple et pour laquelle il est normal que l'on demande des comptes, mais je demande un peu de mesure. Nous avons tenu une séance extrêmement constructive en sections réunies avec le réviseur. L'équipe de direction est professionnelle. L'équipe en charge des finances est extrêmement attentive aux rapports qui doivent lier GIAL à l'administration. Pour le reste, il ne faudrait pas que la moindre remarque déclenche l'ire et les reproches d'une mauvaise gestion.

Le cahier de rapport de l'audit interne de la Ville formule de nombreuses remarques, et c'est bien ainsi, car elles visent à améliorer notre gestion. Je suis fier de l'audit interne de notre Ville et je pense que GIAL rend de grands services. J'ai visité l'école des Arts et Métiers et j'ai pu constater comment GIAL avait équipé cet établissement. D'ailleurs, la plupart des autorités locales qui recourent à sa centrale d'achat disent la même chose.

Nous avons convenu, au sein du groupe de travail sur la gouvernance, de réfléchir à la manière de donner accès à certains documents, par exemple à des membres du Conseil communal qui ne souhaiteraient pas devenir membres d'un conseil d'administration. Nous devons être créatifs, mais tout en respectant la législation sur les asbl.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, ik kan mij niet inbeelden dat mevrouw Lalieux, bij de voorbereiding van de vorige gemeenteraad waar haar politieke verantwoordelijkheid ter sprake zou komen, alleen naar de e-mails gekeken had, zonder naar de onderlinge documenten te vragen omdat dit een normale reactie zou zijn. Volgens mij wist ze toen al dat die onderliggende documenten niet bestonden en heeft ze de tekst van haar uiteenzetting zo geformuleerd dat hij op twee manieren kan worden uitgelegd. Ze heeft me dus helemaal niet overtuigd.

Nog een reactie op de vraag of gemeenteraadsleden bestuurder moeten worden in de vzw om op die manier aan informatie te komen. Ik heb vorige keer ook al het volgende onderstreept : de primordiale reden waarom er een bestuurder is in een vzw of een nv is het belang van die vzw of nv. Die functie “misbruiken” om een toezichtsfunctie als gemeenteraadslid te kunnen uitoefenen neigt naar misbruik. In de praktijk zou dat trouwens ook niet werkbaar zijn. Er zijn in onze stad tientallen vzw's. Vragen we nu aan alle gemeenteraadsleden om in al die vzw's bestuurder te worden teneinde toezicht te kunnen uitoefenen? Dat is louter en alleen vanuit operationeel oogpunt niet mogelijk. Toch is er een gemakkelijke manier om dat toezicht uit te oefenen. Het is mogelijk om de privacy, de vertrouwelijkheid te organiseren door een speciale site te creëren waarop alleen de gemeenteraadslid met hun identiteitskaart kunnen inloggen en de documenten kunnen raadplegen waarbij men weet wie de documenten heeft geraadpleegd. Men kan op die site de documenten zelfs vertrouwelijk maken, men kan de namen weghalen zodat de privacy gegarandeerd is. Er bestaan dus wel degelijk mogelijkheden, maar men moet ze willen gebruiken. Ik ben blij dat de heer Maingain een oud voorstel van de N-VA

heeft overgenomen om de transparantie te regelen zoals dat in Vlaanderen gebeurt, namelijk dat het recht op toegang van parlementsleden, van gemeenteraadsleden tot documenten niet alleen slaat op alles wat te maken heeft met de administratie, maar ook op alle instellingen die hangen rond de stad en het Gewest. Ik nodig mijn collega uit om de regering waar zijn partij deel van uitmaakt te vragen wanneer die ordonnantie er komt want ze is al een jaar geleden beloofd.

Ik zou in ieder geval de documenten waar ik om gevraagd heb graag ontvangen, rechtstreeks of via die site. Met die documenten in mijn bezit, kan ik mijn conclusie trekken over wat er zich met betrekking tot GIAL allemaal heeft afgespeeld. Zonder documenten kan ik geen redelijk oordeel vellen.

M. Maingain.- Je reste sur ma faim. On nous dit que tout va bien et que tout a été correctement géré. Dans mon intervention, j'ai été extrêmement prudent, compte tenu des procédures en cours. Je suis attaché au principe de la séparation des pouvoirs. J'attends donc les conclusions de l'ONSS sur les contrats et de la justice sur d'autres aspects du dossier.

Vous venez nous dire que tout a été bien géré, que tout va bien, alors que vous avez désigné un cabinet d'avocats, le cabinet Uyttendaele, en dehors de tout marché public, et que le porte-parole du Bourgmestre a été engagé via une asbl. Je n'appelle pas cela de la bonne gestion. Il y a là un mélange des genres qui ne participe clairement pas d'une bonne gouvernance. Des décisions sont soustraites au CA par le biais de divers règlements d'ordre intérieur qui réduisent l'information transmise sur les engagements, sur les exceptions aux marchés publics ou sur les rémunérations. Je n'appelle pas cela de la bonne gouvernance ni de la bonne gestion publique.

On nous dit qu'il n'y a pas de frais de représentation. Monsieur Ouriaghli, il y a au moins eu l'upgrade en première classe pour le voyage de Proximus. Quoi qu'il en soit, les frais de représentation du président et des directeurs généraux sont soumis à l'ordonnance de 2006, qui n'a jamais été appliquée chez GIAL. Je ne peux pas

considérer qu'il y ait là de la bonne gouvernance et des pratiques de gestion saines. Je suis persuadé qu'il n'y a pas de prise de conscience, au sein de votre majorité, des enjeux liés à la gestion des asbl de la Ville de Bruxelles. Le problème, ce ne sont pas les structures, mais le dévoiement de leur utilisation, non pas pour remplir une mission de service public, mais pour augmenter le pouvoir d'influence, les engagements divers et variés ou le pouvoir de prébende comme on l'a connu dans d'autres asbl.

J'attends un vrai contrôle démocratique de ces structures par les Conseillers communaux, la mise en place de règlements d'ordre intérieur uniformisés et l'examen systématique des rémunérations par tous les conseils d'administration.

Mme Jellab.- J'entends que l'on ne retrouve plus cette fameuse note juridique de 2008, mais également que le réviseur a fondé son contrôle des comptes sur la base de ladite note. Il y a donc moyen de la retrouver...

La loi interdit tout contact entre le soumissionnaire et l'adjudicateur pendant cette période. Or le voyage a été préparé en juillet. C'est Proximus qui l'affirme.

Un travail de fond doit être mené pour rappeler la mission d'intérêt public remplie par GIAL.

Beaucoup de marchés publics ont été éludés sans justification. Une commission des marchés interne devra peut-être être créée. GIAL est l'une des asbl qui auront été soumises au plus grand nombre d'audits. Comment éviter les dysfonctionnements et les crises à l'avenir ? Il y a un mois, nous avons proposé la création d'une commission spéciale afin de réfléchir ensemble sur la gestion de cette asbl. Je ne pense pas que nous ayons beaucoup progressé.

M. Wauters.- Je me fonde sur des faits et je ne sous-entends aucune fraude ni corruption. Toutefois, avec les éléments dont nous disposons, nous avons le droit de poser des questions, même si elles ne plaisent pas.

Certes, le président ne bénéficie pas de frais de représentation, mais GIAL a payé

l'upgrade de première classe. Nous pouvons légitimement évoquer la possibilité d'un conflit d'intérêts quand un voyage est organisé par un fournisseur en période de soumission.

Nous sommes confrontés à un problème de comportement et d'éthique. Je n'ai jamais mis en cause le travail de GIAL et de ses 120 employés, mais je constate des imprécisions et des méconnaissances. Nous devons en tirer les conclusions et faire en sorte que le fonctionnement de GIAL soit celui d'un service rendu au public.

Demander cela n'a rien de démesuré.

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, mevrouw Lalieux zegt dat de directeur een specifieke missie had. We zullen de analyse van de sociale zekerheid afwachten, maar ik stel mij toch vragen bij iemand die als missie heeft het geheugen te zijn van een organisatie. Is er daar al dan niet een hiërarchische link en hoe wordt dat geargumenteed? Bij iemand die in een organigram staat, met mensen boven en onder zich, lijkt er toch een duidelijke hiërarchische band te bestaan, maar misschien ben ik daar juridisch niet voldoende in onderlegd.

Ik stel vast dat er zich een consensus vormt over de manier waarop de gemeenteraadsleden in de toekomst hun controlefunctie kunnen uitvoeren. Ik heb tijdens de vorige vergadering al aangegeven dat het wel degelijk mogelijk is de gemeenteraadsleden inzage te geven in verschillende documenten, op voorwaarde dat de statuten van die vzw's worden gewijzigd. Ik steun de voorstellen van de collega's om dat effectief te gaan doen en ik hoop dat het College dit ter harte zal nemen en dat we via het platform dat door GIAL ter beschikking van de gemeenteraadsleden is gesteld de documenten zullen kunnen raadplegen.

Nogmaals, het gaat hier niet om de resultaten van GIAL, maar om de politieke beslissingen die zijn genomen en ik blijf er bij dat hier niet de juiste politieke beslissingen zijn genomen.

Dossiers de M. le Bourgmestre

- Accord de la section.

Mme Nagy.- Je souhaiterais intervenir sur le point relatif à l'appel à projets « Initiatives durables », lequel s'inscrit dans l'Agenda 21 que la Ville de Bruxelles met en œuvre depuis un certain nombre d'années et que nous considérons comme positif en termes de gestion de l'environnement et du climat.

Dans le cadre de cet appel à projets, vous évoquez des thématiques prioritaires, mais il n'est pas fait allusion à l'agriculture urbaine, aux potagers collectifs sur les toitures, etc. Il n'est pas non plus fait mention de l'économie circulaire.

Ces éléments entrent-ils en ligne de compte pour la fixation de vos thématiques prioritaires ?

Le jury sera composé de trois personnes externes. Selon quelle méthodologie seront-elles choisies ?

M. Zian, échevin.- L'agriculture urbaine au sens large et l'économie circulaire sont reprises dans les thématiques de l'appel à projets.

Mme Nagy.- Je me réfère à l'annexe mise à la disposition du Conseil communal. Je vous invite à inscrire expressément ces éléments.

M. Zian, échevin.- Ils ne sont en effet pas expressément indiqués, mais notre projet englobe des thématiques très larges à même d'intégrer l'économie circulaire, les circuits courts, etc. Les deux thématiques dont question sont éligibles à l'appel à projets.

Les trois personnes membres du jury n'ont pas encore été désignées. Elles le seront sur la base de leur expertise. L'essentiel est qu'elles soient extérieures à l'administration communale, l'objectif étant qu'elles portent un regard objectif et pertinent sur les projets qui seront déposés.

Mme Nagy.- J'invite l'échevin à étoffer ce genre de document, car les éventuels candidats souhaitent retrouver leur projet dans les thématiques prioritaires. Je retiens

que l'agriculture urbaine sera reprise comme critère de sélection, de même que l'économie circulaire. Je reste sur ma faim quant à la désignation du jury. Je souhaiterais plus de précisions à ce sujet.

M. Zian, échevin.- Je vous invite à intervenir en section sur les questions plus précises.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, ik heb een vraag bij punt 7, het samenwerkingsprotocol betreffende de preventie van gewelddadige radicalisering. Ik was verwonderd te zien dat het gaat om een samenwerkingsprotocol tussen de stad Brussel, het Waals Gewest, het Brussels Gewest, een aantal andere Brusselse gemeenten, een aantal Waalse gemeenten. Ik mis daar de Vlaamse Gemeenschap in. Het gaat hier om een gemeenschapsbevoegdheid en ik zou bijgevolg graag weten waarom de Vlaamse Gemeenschap daar ontbreekt. Ik mis bovendien een beetje actie in het protocol, maar ik had vooral graag een antwoord gekregen op mijn eerste vraag.

M. le Bourgmestre.- Il s'agit d'une initiative de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Je souhaite vivement que la même démarche soit entreprise par la Vlaamse Gemeenschap. Nous avons renforcé le cadre de Bravvo par un collaborateur néerlandophone. En l'espèce, le ministre Madrane a proposé à plusieurs villes bruxelloises et wallonnes de créer ce réseau. Je suis totalement ouvert à l'idée que la Vlaamse Gemeenschap prenne la même initiative. Je m'y inscrirai de la même façon.

De heer Van den Driessche.- Kunnen we het protocol dan niet uitstellen en de Vlaamse Gemeenschap eerst de vraag stellen?

De Burgemeester.- Het gaat hier niet om een initiatief van de stad Brussel, maar wel van de federatie Brussel-Wallonië. Aan de verschillende steden wordt gevraagd of ze akkoord gaan met een samenwerking. Als de Vlaamse Gemeenschap eveneens een samenwerking wil, ga ik akkoord. Ik kan in die zin misschien een brief sturen aan de Vlaamse Gemeenschap.

De heer Van den Driessche.- Dat zou kunnen, maar we gaan toch niet met teveel protocollen werken. Er moet gewoon worden samengewerkt.

Point 9 relatif au projet d'Eurostadium et à l'avenir du Parking C

Exposé du Bourgmestre

M. le Bourgmestre.- La présente note analyse les conséquences qu'il y a lieu de tirer des récents développements du projet de stade national sur le site du Parking C, notamment la décision de l'UEFA du 7 décembre 2017 de retirer à Bruxelles son statut de ville hôte de l'Euro 2020, et la décision du Gouvernement flamand du 30 janvier 2018 de rejeter la demande de permis introduite par le partenaire privé.

1. Origine du projet - élaboration des offres - processus d'attribution des contrats

Le projet Eurostadium a fait l'objet d'une mise en concurrence lancée par la Ville de Bruxelles via un appel au marché, publié le 2 avril 2014 au Bulletin des adjudications et au Journal officiel de l'Union Européenne, dont l'objet est d'attribuer à un partenaire privé, sur les terrains du Parking C, un bail emphytéotique sous conditions en vue de la réalisation d'un stade pour l'Euro 2020.

Ce processus a abouti à la désignation d'un consortium constitué autour de la société Ghelamco en tant que partenaire privé par décision du Collège du 18 mai 2015. Par arrêté du 29 juin 2015, le Conseil communal a décidé d'approuver les conventions ainsi négociées avec le partenaire privé. Les deux conventions principales, à savoir l'Emphytéose Stade et l'Emphytéose Parking Plus n° 2 ont été passées sous forme notariée le 25 mars 2016.

2. Objectifs - exigences minimales posées par la Ville – critères d'attribution

Le Guide d'Attribution BAFO communiqué aux soumissionnaires le 9 janvier 2015 définit comme suit l'objet de la mise en concurrence :

« le contrat à attribuer concerne une emphytéose sous conditions impliquant notamment que le Partenaire Privé (...) se chargera, à ses propres frais et risques, de

réaliser et (faire) exploiter un stade de football sur les terrains reçus en emphytéose » (point 1.4) ;

« le stade de football devra être réalisé en temps voulu et répondre aux exigences fixées par l'UEFA [annexées au guide d'attribution]. Le partenaire privé signera ainsi le « Stadium Agreement » avec l'UEFA. En outre, la Ville de Bruxelles exige que le stade de football, parallèlement à et après l'organisation de l'UEFA 2020, soit utilisé par une équipe de football (participant normalement à la D1 du championnat belge) pour l'organisation de ses rencontres à domicile (...) » (point 1.6).

Le Guide d'attribution BAFO dispose que « les exigences minimales auxquelles l'Emphytéose et par conséquent la BAFO devra satisfaire sont reprises sous le titre 7 du présent Guide d'attribution » (point 4.17). Ce titre 7 indique notamment ceci : « L'offre du Soumissionnaire doit satisfaire aux exigences minimales suivantes, à défaut de quoi celle-ci peut être rejetée comme étant irrégulière (...)

1. Le stade de football devra être réalisé en temps voulu et devra en outre répondre aux exigences [des] UEFA EURO 2020 Tournament Requirements pendant le tournoi. En particulier, le stade de football pour l'UEFA 2020 devra disposer d'une capacité de 60.000 places assises minimum ; (...)

2. L'emphytéote assume aussi la responsabilité pour toutes les exigences et obligations qui découlent du 'stadium Agreement for the UEFA European Football Championship Final Tournament 2020' (...)

3. L'exploitation du stade et de ses annexes doit comprendre une présence d'un utilisateur, c-à-d. d'une équipe de football qui joue ses rencontres à domicile, ceci de manière à assurer l'exploitation constante du stade de football. »

Les autres exigences minimales concernent la gestion des parkings et l'interdiction de concurrencer les activités de l'asbl PEB.

Outre les « exigences minimales » :

Le premier critère d'attribution du marché, qualifié de « très important » était la

« faisabilité de la réalisation du stade ». Le cahier des charges indiquait que « le timing du projet est ici crucial, car il faut certainement prévoir que le stade de football soit prêt à temps pour l'UEFA 2020 (...) et réponde aux exigences posées dans le cadre de l'UEFA 2020 (...). Ceci implique l'introduction à temps des permis nécessaires par l'Emphytéote. »

Le deuxième critère d'attribution, qualifié d'« important », était la « faisabilité et la qualité de l'exploitation du stade». Il était rappelé à ce titre que « la présence permanente d'une équipe de football doit être prévue ».

3. Traduction des conditions essentielles dans les contrats d'emphytéose

Le Contrat d'Emphytéose Stade et le Contrat d'Emphytéose Parking Plus n° 2 sont le résultat des négociations menées avec Ghelamco sur la base du Guide d'attribution et de la BAFO.

La logique de base des conventions est la suivante : l'adjudicataire obtient gratuitement, et pour 99 ans, un droit d'emphytéose sur la totalité des terrains du parking C, mais en contrepartie de réaliser l'objet de l'appel au marché, à savoir ériger et exploiter le stade, tout en maintenant la capacité en emplacements de parking nécessaires aux activités de PEB.

Il est rappelé dans ces conventions que :

«le Contrat d'Emphytéose Stade s'inscrit dans le cadre de l'appel à marché réalisé en vue de l'attribution d'un bail emphytéotique sous conditions tel qu'annoncé dans le Bulletin des Adjudications et le Journal Officiel de l'Union Européenne (...). Le contrat à attribuer concerne une emphytéose sous conditions impliquant notamment que le partenaire privé, en sa qualité d'Emphytéote, se chargera, à ses propres frais et risques, de réaliser et (faire) exploiter un stade sur les terrains reçus en emphytéose. L'appel à marché prévoyait également le (ré)aménagement des places de parking exploitées par l'asbl P.E.B. sur les terrains connus comme « Parking C » du Heyzel,

en plus de la réalisation et de l'exploitation d'un stade à cet endroit » (point A du préambule de l'Emphytéose Stade. Le point A du préambule de l'Emphytéose Parking Plus n° 2 est identique).

Le stade à réaliser est défini par référence aux plans figurant en annexe à l'Emphytéose Stade (art. 1.1). De même, les parkings sont définis par référence aux plans joints à l'emphytéose Parking Plus n° 2 (art. 1.1.).

L'article 3 de l'Emphytéose Stade définit la finalité du contrat (des dispositions parallèles sont prévues, s'agissant des parkings, à l'article 3 de l'Emphytéose Parking Plus n° 2) :

«3.1 Le Fonds Stade est mis à la disposition de l'Emphytéote pour que celui-ci en fasse usage pour l'érection et l'exploitation du Stade.

3.2 L'Emphytéote s'engage à construire sur le Fonds Stade, le Stade, conformément aux spécifications reprises en annexe (Annexe 2 de l'Acte), aux exigences de l'UEFA et conformément au planning (...).

3.3 L'Emphytéote ne pourra modifier la destination et l'utilisation du Fonds Stade et du Stade (telle que prévue en Annexe 2 de l'Acte) sans l'accord exprès, écrit et préalable du Tréfoncier. Les plans joints en Annexe 2 de l'Acte seront remplacés par les plans de la (des) demande(s) de permis prévus et établis conformément à l'article 6.14 de cet Acte. Ces plans constitueront les plans définitifs et détaillés.

La destination du Fonds Stade et du Stade sera conforme aux prescriptions urbanistiques, que l'Emphytéote est tenu de respecter. »

L'article 6 de l'Emphytéose Stade définit les obligations de l'Emphytéote, qui consistent naturellement à « réaliser le Stade » et « réaliser un stade satisfaisant aux exigences édictées par l'UEFA ». De même, l'article 6 de l'Emphytéose Parking Plus n° 2 précise l'obligation de construire les parkings prévus, et impose de « permettre la réalisation d'un Stade satisfaisant aux exigences édictées par l'UEFA ».

Les articles 11 des deux conventions mettent à charge de l'Emphytéote le risque d'obtention des permis. L'Emphytéose Stade dispose notamment que :

« 11.6 Il appartient à l'Emphytéote d'obtenir un permis d'urbanisme à ses frais et risques pour le Stade à réaliser ainsi que toute autre autorisation liée à la dite réalisation (...) ;

11.7 L'Emphytéote est lui-même et seul responsable de la demande en temps utile des permis nécessaires à la mise en œuvre du Contrat d'Emphytéose Stade, et ce particulièrement pour la réalisation du Stade. »

L'article 11 de l'Emphytéose Parking Plus n° 2 est rédigé de manière similaire.

4. Évolution du projet

4.1 Échec de la première demande de permis

Le partenaire privé a déposé, le 15 décembre 2016, une demande de permis d'urbanisme, ainsi qu'une demande de permis d'environnement.

La demande de permis d'urbanisme a été rejetée par le Collège des Bourgmestre et Échevins de la commune de Grimbergen du 23 mars 2017. Cette décision est motivée en particulier par le constat que la demande ne respecte pas les limitations en termes de surfaces maximales contenues dans le plan d'affectation régional adopté le 16 décembre 2011 par le Gouvernement flamand (« gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan », ci-après le « GRUP »). Sur recours de Ghelamco, le fonctionnaire de l'urbanisme de la Province (« provinciale stedenbouwkundige ambtenaar ») a, le 27 juillet 2017, rendu un avis négatif également fondé sur l'incompatibilité de la demande avec le GRUP.

La demande de permis d'environnement a quant à elle été refusée le 8 juin 2017 pour des motifs environnementaux distincts. Ghelamco a introduit un recours contre cette décision de refus, et puis s'en est désisté le 16 août 2017, parallèlement à l'introduction de la deuxième demande de permis dont question ci-dessous.

4.2 Décision de retrait de l'UEFA

Compte tenu des incertitudes majeures causées par l'échec de la première demande de permis (cf. supra), et en anticipant sur un rejet de la deuxième demande de permis (cf. infra) et sur l'impossibilité de réaliser le stade dans les délais, l'UEFA a décidé, le 7 décembre 2017, de retirer à Bruxelles l'organisation de matches de l'Euro 2020 de football.

4.3 Échec de la deuxième demande de permis

Le 13 septembre 2017, Ghelamco a introduit une nouvelle demande de permis unique auprès de la Région flamande.

Cette demande a fait l'objet, le 19 décembre 2017, d'un avis de 52 pages de la commission régionale des permis d'environnement (« Gewestelijke Omgevingsvergunningscommissie ») qui recommande de refuser l'octroi du permis en raison (i) de la violation de la prescription C.1.1.2 du GRUP qui limite à 50.000 m² la surface maximale pouvant être affectée aux activités récréatives et (ii) de divers problèmes de mobilité, de mauvaises évaluations des émissions, etc. La Commission estime en particulier que la surface à prendre en considération est « plus de deux fois supérieure » au maximum autorisé de 50.000 m².

Le 30 janvier 2018, le Gouvernement flamand, au terme d'une décision détaillée de 46 pages, rejette la demande de permis unique. Cette décision, après un résumé des avis (majoritairement négatifs) remis par les diverses autorités consultées ou intervenues dans le cadre de l'analyse de la demande de permis, reprend l'avis précité de la commission régionale, en renforçant les conclusions négatives, puisqu'elle répond aux arguments invoqués par Ghelamco pour contester les conclusions de l'avis de la commission.

La décision de la Ministre est susceptible de recours auprès du Conseil des contestations en matière de permis (« Raad voor Vergunningsbetwistingen »). Le Raad dispose alors d'un délai de 24 mois pour se prononcer.

À l'analyse, les chances que le Raad annule la décision sont extrêmement faibles, compte tenu de la multiplicité des critiques à la fois en droit (cf. la limite du GRUP et le fait que les interprétations « souples » de la norme de 50.000 m² proposées par Ghelamco ont été catégoriquement rejetées) et en fait (cf. les autres problématiques), chaque critique pouvant en tant que telle justifier le refus. Ce recours paraît en réalité davantage introduit à des fins conservatoires, le temps que la troisième demande de permis soit introduite.

4.4. RSCA

S'agissant de l'exigence fondamentale relative à la présence d'une équipe de première division, il y a lieu de constater que, si un « accord de principe » a bien été conclu entre le partenaire privé et le RSCA au mois d'octobre 2015, cet accord de principe n'a, malgré de multiples échanges, jamais débouché sur la conclusion d'un accord définitif clair et engageant, et ce à cause de divergences de vue significatives entre les parties quant à la conception et à l'exploitation du stade. Aujourd'hui, tout indique que la conclusion d'un tel accord, ou la mise en œuvre d'un projet alternatif (à supposer que cela soit juridiquement possible – cf. infra) est compromise.

5. Situation actuelle - invitation à négocier un projet « bis »

À la suite de ces événements, Ghelamco a récemment indiqué son intention (i) d'une part, d'introduire un recours contre la décision de refus de permis du Gouvernement Flamand du 30 janvier 2018 et (ii) d'autre part, de préparer une troisième demande de permis, susceptible de répondre selon Ghelamco aux motifs de refus du Gouvernement.

Compte tenu de ce qui précède, la question qui se pose à ce jour est de savoir dans quelle mesure la Ville et PEB pourraient - comme l'y invite le promoteur - s'engager dans de nouvelles négociations relatives à la conception d'un projet alternatif.

Par hypothèse, vu l'écartement de Bruxelles comme ville hôte pour l'Euro 2020 et vu

les multiples avis et décisions négatifs résumés ci-dessus en matière urbanistique, ce nouveau projet serait détaché des contraintes de délais et de conception liées à l'organisation de ce championnat, ainsi que des plans sur la base desquels la BAFO du promoteur a été retenue et des plans qui ont ensuite été annexés aux contrats d'emphytéose. Rien ne permet par ailleurs de penser que la condition relative à la présence d'un club résident sera satisfaite.

En droit, la règle de base en la matière - fermement établie depuis une dizaine d'année par la Cour de justice et désormais codifiée dans les directives européennes - est la suivante : les principes d'égalité de traitement et de non-discrimination, ainsi que de l'obligation de transparence qui en découle, interdisent aux parties à un contrat public ayant fait l'objet d'une mise en concurrence d'apporter ensuite à ce contrat des modifications substantielles telles que celui-ci présenterait des caractéristiques substantiellement différentes de celles du contrat initial. Cette règle vaut tant pour les marchés publics au sens strict (CJUE, *Presstext*, C-454/06 du 19 juin 2008) que pour les autres contrats publics (par exemple CJUE, *Wall*, C-91/08 du 13 avril 2010), a fortiori lorsque, comme en l'espèce, ils présentent un intérêt transfrontalier, au sens du droit de l'Union européenne. Une modification est « substantielle » notamment (i) lorsqu'elle modifie l'équilibre économique du contrat, ou (ii) lorsqu'elle est de nature à remettre en cause l'attribution du contrat, en ce sens que si les éléments modifiés avaient été connus des soumissionnaires, soit une autre offre aurait pu être retenue, soit d'autres soumissionnaires auraient pu être admis.

En l'espèce, il y aurait lieu à tout le moins de tenir compte de l'objet du marché et des conditions minimales de celui-ci, tels que définis dans le Guide d'attribution – BAFO. Une modification substantielle du projet au regard de ces éléments irait à l'encontre des principes de droit rappelés ci-dessus puisque les exigences minimales de la mise en concurrence et de l'attribution du projet seraient remises en cause.

Une telle modification devrait obligatoirement être soumise à mise en concurrence.

Les règles européennes et belges sur les concessions et sur les marchés publics prévoient d'ailleurs désormais explicitement la résiliation des conventions en cours d'exécution lorsque le marché a fait l'objet d'une modification substantielle qui aurait requis une nouvelle procédure de passation.

En l'espèce, le fait qu'il ne soit pas (ou plus) satisfait aux exigences qui ont été explicitement qualifiées, dans tous les documents du marché, d'« exigences minimales » (cf. point 2 ci-dessus) tend à indiquer que la poursuite d'un « projet bis » (à supposer qu'un accord puisse être trouvé entre la Ville, Brussels Expo et Ghelamco) ne serait pas juridiquement admissible.

Il n'est pas (ou plus) possible de revenir sur le fait que le championnat de football de 2020 ne sera pas organisé dans le stade, et il est évident que les contraintes « temporelles » et « fonctionnelles » liées à ce championnat ont constitué des éléments fondamentaux (i) du cahier des charges, (ii) des offres successives des soumissionnaires, (iii) de l'avis de désignation du partenaire privé du 17 juin 2015 et enfin (iv) des conventions d'emphytéose du 25 mars 2016.

Par ailleurs, il résulte de la décision du Gouvernement flamand du 30 janvier 2018 et de l'avis de la commission environnementale du 19 décembre 2017 que « de totale in gebruik zijnde vloeroppervlakte voor, tijdens en na, een recreatieve activiteit ruimschoots meer dan 50.000 m² bedraagt, met name zelfs meer dan het dubbele van wat de stedenbouwkundige voorschriften toelaten » (1), ceci sans même comptabiliser de nombreuses autres surfaces affectées aux circulations, à l'horeca, aux sanitaires, etc. Dès lors, pour satisfaire au prescrit du GRUP tel qu'appliqué par le Gouvernement flamand, la surface du stade devrait être réduite dans des proportions considérables - division au minimum par deux, voire par trois -, ce qui constituerait une « modification substantielle » du projet mis en concurrence et défini dans l'offre retenue et ensuite dans les plans annexés aux deux conventions d'emphytéose.

Outre l'incompatibilité au GRUP, les autres motifs de refus, en particulier ceux liés à la mobilité, ne sont pas non plus de nature à pouvoir être levés sans une révision en profondeur du projet.

Il résulte dès lors de ceci que :

si, après la conception d'un projet alternatif, une troisième demande de permis est introduite, et si cette troisième demande ne contient que des modifications mineures par rapport à celle qui vient d'être rejetée, on n'aperçoit pas comment elle pourrait ne pas à se heurter aux mêmes écueils que ceux qui ont causé la décision de rejet du 30 janvier 2018 ;

si, *a contrario*, un projet sensiblement différent de celui qui a fait l'objet de la mise en concurrence devait être renégocié entre les parties, ceci se heurterait de manière frontale aux règles relatives au droit des contrats publics.

Une contrainte additionnelle à laquelle le Conseil communal se doit d'être attentif est liée aux règles européennes en matière d'aides d'État. La contrepartie du droit réel gratuit de 99 ans sur le parking C est la réalisation du projet ayant fait l'objet de la mise en concurrence (stade, parkings, etc.) ; modifier les équilibres à ce niveau ne pourrait que s'envisager avec la plus grande circonspection. Les conventions d'emphytéose prévoient d'ailleurs explicitement, parmi les cas de force majeure, « l'ordre de mettre fin au Contrat d'emphytéose Stade/au Contrat d'Emphytéose Parking Plus n° 2 par la Commission européenne pour cause d'aide d'État illicite » (art. 1.1 des deux conventions).

Quant à la poursuite du projet sans modification substantielle (autre qu'un bouleversement du planning), en escomptant un assouplissement des prescriptions du GRUP applicables au Parking C, ceci ne constitue pas une piste crédible à court et même à moyen terme. Pour rappel en effet, le GRUP est un acte réglementaire, dont

la modification est décidée et mise en œuvre par le Gouvernement flamand, sans possibilité pour aucune des parties aux conventions d'emphytéose d'initier une telle modification. Par ailleurs, une modification du GRUP par le Gouvernement flamand dans un sens favorable à la construction d'une infrastructure récréative de plus de 50.000 m² apparaît à ce jour très hypothétique, notamment parce qu'une modification de cette limite impliquerait une révision sans doute approfondie de la problématique de mobilité dans la zone concernée par le GRUP.

6. Conclusion

Compte tenu des conditions de l'appel au marché, de leur transposition dans les documents contractuels et des derniers développements du projet Eurostadium, il y a lieu de constater que ce dernier se trouve dans l'impasse. En effet :

- la poursuite du projet dans le cadre juridique actuel (mise en œuvre de l'appel au marché lancé en 2014 et des contrats d'emphytéose Stade et Parking Plus n° 2 du 25 mars 2016) est devenue impossible pour Ghelamco ;
- à supposer qu'un « projet bis » soit réalisable, l'entame de négociations avec Ghelamco qui, sur des aspects qualifiés dès le départ de fondamentaux (timing, contraintes UEFA, taille du stade, présence du RSCA, ...), s'écarteraient de manière substantielle de ce qui était décrit dans les documents du marché et dans les contrats d'emphytéose, serait illégale au regard des règles applicables aux contrats publics.

Le Collège demande au Conseil communal d'être mandaté pour prendre toute mesure nécessaire pour ne plus poursuivre le projet d'Eurostadium sur les terrains du Parking C et mettre en œuvre cette décision en coordination avec l'asbl Parc des Expositions de Bruxelles, dont le conseil d'administration est convoqué juste après le présent Conseil communal.

Discussion générale

Mme Milquet.- Je remercie le Bourgmestre pour cette précision juridique. Nous nous sommes déjà beaucoup exprimés sur cette saga qui se révèle être, comme nous l'avions annoncé, la chronique d'un échec annoncé. Comme acteur politique, je regrette la manière dont ce dossier a été géré ; comme juriste, je partage entièrement l'analyse juridique qui en est faite.

Ce dossier a été lancé dans une certaine précipitation d'amateur. Après le choix de l'emplacement, toutes les précautions nécessaires n'ont pas été prises. Il aurait fallu obtenir des garanties au vu de la législation flamande, s'assurer de la volonté politique de la Flandre, demander des garanties au RSCA et à la commune de Grimbergen.

Nous avons pointé le caractère léonin du contrat, avec une mise à disposition gratuite et, à l'issue du contrat d'emphytéose, un rachat par la Ville, une dépense de 5 millions € par an pendant 30 ans aux frais du contribuable, des frais de consultance, etc. Il y a une responsabilité politique à ce fiasco. La question est désormais de le gérer au mieux dans l'intérêt de la Ville et des contribuables.

Je suppose que vous avez été bien conseillé pour rédiger la note que vous nous avez présentée. Pour mettre fin au contrat sans indemnisation, nous arrivons à la même conclusion que vous. C'est d'ailleurs ce que M. Fassi-Fihri, avec l'ensemble du cdH, avait demandé le 18 janvier encore, à savoir « se désenliser » au plus tôt de cette situation. C'est ce que vous faites finalement. Nous l'avions demandé, même si nous pensons qu'il faut un stade. Si le dossier avait été géré autrement, les conclusions auraient été différentes.

Sur le plan juridique, je confirme ce que je viens d'entendre. Les différents contrats évoquent des cas possibles de force majeure. Le défaut d'octroi de permis définitif est un cas de force majeure, comme le non-respect du délai de délivrance prévu dans le planning, à savoir le 18 juin 2018.

En outre, le contrat est articulé sur la nécessité d'avoir un stade pour l'Euro 2020.

Une disposition prévoit que si d'aventure, le stade n'était pas prêt pour l'Euro 2020, il faudrait que les partenaires s'entendent sur un nouveau planning, ce qui laisse

supposer que le même projet serait possible. Or tel n'est pas le cas, car vu les décisions du gouvernement flamand, il faudrait un tout autre projet assorti de modifications substantielles. Nous ne sommes donc pas dans le cas de figure d'une négociation sur un nouveau planning autour d'un projet similaire.

La question du chemin vicinal reste d'actualité. Dans le contrat, même si la Ville devait livrer un terrain libre de toute servitude, il y avait aussi obligation, dans le chef de l'emphytéote, de s'assurer par lui-même que tel était bien le cas. Sur ce point aussi, vous êtes couvert.

Hélas, c'est la seule décision qu'il convient de prendre. Mon groupe s'abstiendra, eu égard à la responsabilité politique dans cette saga peu valorisante pour la gouvernance publique de la Ville. Toutefois, nous soutenons votre décision de vous « désenliser » et l'idée de vous donner mandat. C'est ce que nous avons demandé, explication juridique à l'appui, il y a plusieurs mois.

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, mijn eerste vraag is waarom die juridische toelichting niet aan het punt is toegevoegd zodat wij er op voorhand al nota van konden nemen? Schepen Courtois had dit ook beloofd.

We hebben op een juridisch-technische manier veel zaken vernomen die de oppositie in het verleden al herhaaldelijk aan bod heeft gebracht. Het stadion is te groot, de verschillende elementen van de erfpachtovereenkomst worden niet nageleefd, het EK 2020 is niet meer haalbaar. We stellen vast dat dit nu net de argumenten zijn van het College om het project EK 2020 ten grave te dragen.

Wat in de argumentatie opvalt is dat het project nooit mogelijk was. De stad heeft een erfpachtovereenkomst gesloten met een derde partij voor iets wat niet mogelijk was. Het College draagt volgens Ecolo-Groen een enorme verantwoordelijkheid. Er zijn al miljoenen euro's uitgegeven aan juridische adviezen om dit project te begeleiden en we kunnen dat geld niet meer recupereren.

Hoeveel heeft het College al geïnvesteerd in het project?

Hoeveel verwacht het College in het minimale scenario nog te moeten uitgeven, vooral aan juridische adviezen? Misschien wordt er nog een overeenkomst gevonden met de derde partij, hoewel dat nu nog koffiedik kijken is.

Hier is sprake van een project dat door het College volkomen slecht beheerd is geweest en waar opnieuw, ik zeg het nog maar eens, de Brusselaar de gevolgen van zal dragen. De in dit kader gedane uitgaven zullen immers bijvoorbeeld niet kunnen worden geïnvesteerd in een betere luchtkwaliteit.

Wij zullen het College dan ook geen mandaat geven voor een dossier dat al zo slecht beheerd is geweest. We hebben er bijgevolg geen vertrouwen in dat de beëindiging van dit dossier op een fatsoenlijke manier zal gebeuren. We zullen ons dus bij de stemming onthouden. Over de doelstelling, de opheffing van die erfpachtovereenkomst, zijn we het wel eens. We hopen dat er een nieuw project kan komen en dat er een consensus kan worden gevonden, niet alleen op politiek vlak, dat kan worden gedragen door de Brusselaars. Ik heb het dan over de renovatie van het Koning Boudewijnstadion.

M. Maingain.- Je remercie le Bourgmestre pour ces informations complémentaires. La première nouvelle est que M. Courtois semble avoir été dessaisi du dossier. Il semble que désormais, ce dossier ne l'intéresse plus. J'espère toutefois qu'il ne se désintéresse pas du stade et de l'entretien des infrastructures existantes.

Le Conseil communal de ce lundi examine donc la demande du Collège d'être mandaté pour entamer la procédure de rupture du bail emphytéotique qui lie notre Ville au promoteur. Cela exige que l'on ait confiance dans la manière dont vous allez gérer ce dossier. Or, au regard des dernières années, la confiance n'est plus là. Nous avons constaté ce que certains appellent un amateurisme dans la gestion de ce dossier. La note juridique du Bourgmestre reprend les questions que je me pose sur la validité du bail emphytéotique depuis quelques années.

Notre préoccupation est que les Bruxellois ne paient pas deux fois l'échec du projet.

En effet, après avoir contribué pour près de 1,5 million €, notamment en frais d'avocats, après avoir terni l'image de Bruxelles par son éviction de l'Euro 2020, le risque plane désormais sur notre Ville de voir les contribuables payer des indemnités. En juin 2015, DéFI n'avait pas voté le bail emphytéotique, notamment au regard du risque et des incertitudes quant aux clauses de sortie. En février 2017, nous vous avons interrogé sur la validité du bail juridique et le respect des obligations de chaque partie : timing, capacité du stade, club résident, respect du GRUP...

Depuis longtemps, nous émettons les plus grands doutes quant à la validité du bail emphytéotique. Vous nous confirmez aujourd'hui que ledit bail n'est plus valide à vos yeux et que des modifications de celui-ci remettraient en question l'équilibre du marché. Le projet d'Eurostadium ne peut donc pas être poursuivi.

Quoi qu'il en soit, vous ne pouvez pas vous défaire de votre responsabilité dans la gestion du projet. Le bail, c'est vous qui l'avez conclu. Il n'est donc pas question pour nous de vous signer un chèque en blanc sur lequel le promoteur viendrait aligner les zéro aux frais du contribuable bruxellois. Nous nous abstenons donc sur ce point et nous serons attentifs à la suite de la saga. J'espère que nous retrouverons une certaine rigueur dans la gestion de ce dossier, que votre analyse juridique est bonne et que vous parviendrez à sortir de cette galère sans faire payer une deuxième fois aux Bruxellois l'échec de votre projet.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, ik begin met een technische vraag. Gaat het hier om een juridische nota, een juridisch advies opgemaakt door de diensten van de burgemeester of om een juridisch advies opgemaakt door een extern adviesbureau? Sinds de affaire GIAL weten we dat er daar wel een verschil tussen kan zijn.

Mijnheer de burgemeester, op het vlak van het te bereiken doel – dat lezen we onderaan op het eerste blad van het ontwerpbesluit – kan ik het er volkomen eens mee zijn dat we die erfpachtovereenkomst best zo snel mogelijk uit de wereld helpen. Dat biedt ook de mogelijkheid om rond parking C met een wit blad te starten. We

moeten met alle stakeholders en betrokkenen nagaan wat de toekomst nog biedt voor parking C.

Het is alleen spijtig, want dit had zo niet moeten verlopen. We hadden die hele saga kunnen voorkomen als de stadsbestuurders en andere betrokkenen wat minder megalomaan hadden geredeneerd, onmiddellijk transparantie hadden geboden en beter geluisterd hadden naar de kritiek die op het project is gegeven.

Ik heb nog enkele vragen over de volmacht die het College vraagt. Hoe lang zal die volmacht geldig zijn want bij een volmacht van die aard zouden we toch een bepaalde tijdslimiet mogen verwachten?

Een volgende vraag betreft de procedure voor de terugkoppeling. Kunnen we afspreken dat we op regelmatige tijdstippen op de hoogte worden gebracht, desnoods via de besloten vergadering van de evolutie?

Hoe ziet het financiële plaatje eruit? In het document staat : “De gemeenteraad machtigt het College van Burgemeester en Schepenen om alle maatregelen te nemen”. Dat is wel heel breed. Houdt dat ook in het betalen van een exitvergoeding om er vanaf te geraken? Gelet op het delicate karakter van deze vraag verkiest u misschien er in een besloten vergadering op te antwoorden. Ik vind dat wel belangrijk vooraleer een beslissing te nemen.

Tot slot vind ik het eigenaardig dat we het College van Burgemeester en Schepenen een volmacht geven voor een contract dat in de gemeenteraad nooit ter sprake is geweest en waar de gemeenteraad ook nooit over beslist heeft, namelijk de erfpachtovereenkomst tussen de vzw Tentoonstellingspark en de Ghelamco-groep. We moeten nu volmacht geven, maar ik vraag mij af of dit juridisch wel kan.

M. Maingain.- Je voudrais m'assurer du fait que la motivation juridique sera incluse dans l'arrêté.

Mevrouw Persoons.- Mijnheer de voorzitter, ik ben geen juriste en het is voor mij na lezing van alle argumenten moeilijk om te oordelen. Wat ik wel weet is dat de politieke verantwoordelijkheid hier volledig uit de weg wordt gegaan. De schuld voor

het niet behalen van de vergunning wordt bij Ghelamco gelegd.

Kan Ghelamco dat juridisch aanvechten? In het contract staat inderdaad dat, als de timing niet wordt gehaald, er moet worden samengezeten om eventueel een nieuwe timing vast te leggen en dat de stad en het Gewest zullen helpen bij het vergaren van de nodige vergunningen. Zijn dat geen elementen die aangehaald kunnen worden om deze redenering aan te vechten? Zal Ghelamco zich hierbij neerleggen of volgt er een juridische strijd en procedure of is er een aanleiding om tot een soort van dading of tussenakkoord te komen?

M. le Bourgmestre.- J'ai lu pendant 21 minutes un texte qui a été pesé mot à mot et je ne donnerai donc aucune autre réponse, vu les enjeux de ce dossier.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de burgemeester, geeft u ook geen antwoorden in besloten vergadering?

M. le Bourgmestre.- Nous demandons mandat pour entamer une procédure. J'ai exposé nos motivations. Une fois ce mandat obtenu, d'autres questions pourront être posées dans un mois ou deux. Pour l'instant, je m'en tiendrai à ma déclaration.

De heer Van den Driessche.- U vraagt dus eigenlijk een blanco cheque?

Dossiers de M. l'échevin Courtois

- Accord de la section.

Dossiers de Mme l'échevine Hariche

- Accord de la section.

Dossiers de Mme l'échevine Lemesre

- Accord de la section.

Mme Nagy.- Je souhaiterais intervenir sur le point 16 relatif au règlement stationnement. Je salue le fait que ce point s'inscrive dans l'ordonnance régionale sur le stationnement. Selon nous, il s'agit en effet d'une politique qui doit être gérée

d'avantage au niveau régional, par souci de cohérence.

Vous étendez vers le nord de notre Ville la zone bleue, notamment pour éviter le stationnement ventouse à Neder-over-Heembeek, dans les quartiers Croix-de-Feu, Pagodes et Mutsaard, mais les autres quartiers ne sont pas couverts. Ne faudrait-il pas généraliser la zone bleue sur l'ensemble de ce territoire pour éviter le report des voitures ventouses ?

Les habitants se plaignent du stationnement des poids lourds en soirée. La zone bleue ne résoudra pas ce problème. Avez-vous connaissance de cette problématique et quelle réponse pouvez-vous y apporter par le biais d'une signalétique et d'un contrôle adéquats ?

Qu'en est-il des zones limitrophes d'autres communes, comme Vleurgat et Louise ?

M. Ceux.- Je remercie les fonctionnaires pour la qualité des documents qui nous ont été remis. La possibilité nous est donnée de rejoindre les règlements régionaux, ce qui est une bonne chose. Nous ne sommes pas d'accord sur le fait que vous vous aligniez sur l'ordonnance en autorisant une troisième carte riverain par famille, alors que les places manquent déjà.

Sous la législature précédente, Freddy Thielemans et moi-même nous étions mis d'accord pour instaurer une zone bleue sur l'ensemble du territoire de la Ville et, donc, de Neder-over-Heembeek. Ce choix a été contesté, mais la situation a beaucoup évolué depuis lors et la population s'est rendu compte du fait que ce type de mesure ne pouvait être prise que sur l'ensemble d'un territoire, faute de quoi le problème ne serait que reporté ailleurs. Vous avez progressivement adapté votre position à la situation du terrain. Des zones bleues ont été instaurées autour du stade Roi Baudouin et du Heysel. Le stationnement s'est alors reporté sur l'avenue des Pagodes. Vous avez été obligée d'instaurer une zone bleue là également. Ensuite, le report a eu lieu sur Neder-over-Heembeek et vous avez instauré une zone bleue autour de l'arrêt Heembeek. Mais il reste une petite partie du territoire qui n'est pas visée par la mesure. Le report se fait à cet endroit et c'est insupportable pour les habitants.

Au nom de mon groupe, je regrette que vous n'avez pas eu l'audace de joindre à la réglementation qui nous est proposée aujourd'hui l'extension de la zone bleue sur l'ensemble du territoire.

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, Ecolo-Groen zal dit voorstel niet steunen, niet omdat het werk niet goed gedaan is, maar louter en alleen omdat wij niet akkoord gaan met dit parkeerbeleid.

Het is een goede zaak dat er afstemming is tussen de stad en het Gewest, maar we stellen vast dat er alleen in de negatieve zin wordt afgestemd. Er komt een derde bewonerskaart, de tarieven worden verlaagd waar het kan, terwijl Ecolo-Groen ervan overtuigd is dat wij, gelet op de problematiek van de mobiliteit en de luchtkwaliteit, ons parkeerbeleid moeten inzetten om de mobiliteit en de luchtkwaliteit aan te pakken. Wij zijn het bijgevolg niet eens met spotgoedkope bewonerskaarten, met de tarieven voor bedrijven. We kunnen een beleid voeren om de mobiliteit te veranderen en de luchtkwaliteit aan te pakken.

Als de stad Brussel geen initiatief neemt, als ze de hefboomen waar ze over beschikt, niet gebruikt dan verandert er niets. We mogen in onze stad dan nog zoveel bomen planten als we willen, de luchtkwaliteit zal dan onaanvaardbaar blijven, de mensen zullen dan hun luchtwegen blijven verzieken ten voordele van de mensen die zich absoluut met de auto naar onze stad willen begeven.

Er wordt ook niet ingezet op niet-vervuilende wagens, wat wel mogelijk is. We zouden ons parkeerreglement kunnen aanpassen aan niet-vervuilende wagens. Het enige positieve is dat er een gratis parkeerkaart is voor deelwagens.

De conclusie voor ons is dat dit verre van voldoende is, er is geen parkeerbeleid dat resulteert in een gezonde stad en wij betreuren dat.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, ik heb vier opmerkingen. Ik ben het, ten eerste, eens met mijn collega dat een derde bewonerskaart niet verstandig is, gelet op de schaarste aan parkeerruimten in de stad.

Ten tweede, vind ik het een goed systeem dat bewonerskaarten digitaal besteld,

betaald en opgevraagd kunnen worden. Even belangrijk is echter dat men, wanneer een bewonerskaart wordt toegekend, de betrokken bewoner verplicht die kaart vooraan op het dashboard van de wagen te plaatsen. Dat is gewoon minder frustrerend voor de bewoners die op die manier onmiddellijk kunnen zien dat de wagen toebehoort aan een bewoner of niet. Het is ook een manier om de sociale controle te verbeteren.

Zijn er al plannen voor het creëren van evenementenzones?

Waarom transfereren we het parkeerbeheer niet door naar het Gewest? Dat is gewoon een kwestie van efficiëntie. Heel wat gemeenten hebben dat al gedaan, bijvoorbeeld Sint-Jans-Molenbeek, Anderlecht, Sint-Agatha-Berchem, Ganshoven, Vorst en Jette. Dat is een stap voorwaarts naar een efficiënter bestuur van onze stad en ons gewest.

Mevrouw Persoons.- Mijnheer de voorzitter, ook ik zal tegenstemmen om de redenen die al zijn aangehaald. Ik denk aan de derde bewonerskaart, het feit dat nu heel Neder-over-Heembeek erin zit. Positief is dat men veel meer gaat naar de logica van het Gewest.

Voor Laken verandert dit niet echt veel. Er is daar niet alleen een grote parkeerdruk, maar ook een grote druk op de openbare ruimten die vol geparkeerde auto's staan. Ik denk meer specifiek aan het Bockstaelplein. Het zou fijn zijn mocht men daar een autovrij plein van maken. Er is net daar nood aan samenwerking met het parkeeragentschap om buurtparkings voor bewoners in te richten. Het is jammer dat er daartoe geen aanzet wordt gegeven. Op die manier komt er meer openbare ruimte vrij die voor iets anders kan worden bestemd dan voor het parkeren van auto's.

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, ik wil hier nog iets aan toevoegen. Wij zullen tegenstemmen. We kennen de problematiek van de bewonerskaarten en de plaatsen. Er is aangehaald dat er in de Marollen veel vraag is, maar dat er daar geen plaats is. Wij betreuren ook dat hier geen rekening wordt gehouden met het aantal plaatsen bij het uitreiken van bewonerskaarten. Dat moet beter in lijn worden gebracht met het aantal beschikbare plaatsen.

Mme Lemesre, échevine.- Ce nouveau règlement communal de stationnement a été élaboré afin de nous mettre en conformité avec l'ordonnance régionale.

Nous ne disposons pas encore du maillage pour la sectorisation telle qu'annoncée par la Région. Dans l'attente, nous maintenons donc les mêmes secteurs.

Nous prévoyons une zone « grise » limitée à 4 heures 30. La période pour la zone verte passe de 3 à 9 heures.

Le tarif des redevances est aligné sur celui de la Région. Il passe de 40 à 25 €.

Si nous avons mis certaines zones de Neder-over-Heembeek en zone bleue, c'est à la demande des riverains qui se plaignent du stationnement de voitures ventouses.

La zone « événement » est prévue dans le règlement, mais elle n'est pas encore instaurée sur le territoire. Les tarifs baissent.

Monsieur Ceux, vous réécrivez l'histoire en affirmant que j'en reviens au plan que vous aviez élaboré en 2012. En effet, les zones créées en zones bleues ne le sont pas en zones payantes. L'objectif est d'éviter les voitures ventouses. Cela obéit à une autre philosophie. Votre philosophie était celle du jackpot, celle que j'appelais le racket des horodateurs. La réglementation du stationnement vise à assurer la rotation dans les zones commerçantes et à éviter la vampirisation des zones habitées. Nous étudions la rédaction d'un cahier des charges dans le cadre d'un appel d'offres aux sociétés de type BePark pour gérer la mutualisation des parkings privés.

Le contrôle des poids lourds en soirée est exercé par la police, car les contrôleurs ne travaillent que jusqu'à 18 heures. Dans certains endroits, des panneaux de signalisation indiquent l'interdiction de stationnement pour les poids lourds. Le report de stationnement des navetteurs résulte d'une mauvaise décision de 2012 consistant à placer des horodateurs dans les zones jouxtant la station de métro Houba, ce qui a provoqué un déplacement des navetteurs autour de la station Heembeek. Nous étudions l'opportunité de dégager du stationnement déréglé autour de la station

Houba, car c'est là que réside le problème de report de stationnement des navetteurs qui nous a forcé à instaurer une zone bleue à cet endroit.

La meilleure réponse que nous puissions apporter est la création par la Région de parkings de délestage aux portes de Bruxelles, notamment à proximité des stations de métro telles que Houba.

S'agissant de la troisième carte riverain, il nous est difficile de ne pas appliquer cette mesure à partir du moment où la Région la prévoit dans le cadre de son ordonnance. Il en est de même de la carte destinée aux policiers (75 €) et de celle destinée aux enseignants, qui passe de 200 à 50 €. Nous ne pouvons pas créer de discrimination entre les enseignants de la Ville et les enseignants des autres communes, entre les policiers de la Ville et les policiers des autres communes.

Nous avons déjà conclu des accords de tolérance avec Ixelles et Jette. Nous avons mis en zone bleue les zones Roosevelt et Vert Chasseur.

Nous n'avons pas encore créé de zone événement, mais la possibilité existe de les intégrer au règlement.

À la suite d'une intervention du président en section et après comparaison avec les tarifs appliqués dans les autres communes bruxelloises, la deuxième carte riverain de la Ville passera à 50 €.

Mme Nagy.- Je n'ai pas reçu réponse sur le report de stationnement dans les zones de Neder-over-Heembeek non réglementées ni sur la possibilité d'étendre la mesure à l'ensemble du territoire.

S'agissant du stationnement des poids lourds, j'invite le Collège à intervenir, car il pose un réel problème d'occupation de l'espace public et de dégradation de l'environnement pour les riverains de Neder-over-Heembeek.

Le groupe DÉFI s'abstiendra sur ce point.

Je suis effrayée par votre proposition de créer des parkings de dissuasion à Houba. Cet endroit, c'est la Ville. Des gens y habitent. Les parkings de dissuasion doivent être créés à l'extérieur ou dans la toute proche périphérie de la Ville, et pas dans la Ville.

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, het choqueert mij dat de schepen hier een politieke campagne voert. Ze lacht daar nu wel mee maar ik zou willen weten of ze het rapport van Greenpeace over de luchtkwaliteit in de scholen gelezen heeft. Ik zie dat ze dat ontkent, ze heeft het niet eens zien passeren. Ouders maken zich boos, ze komen op straat en organiseren zich om te protesteren tegen de luchtvervuiling in de scholen. De schepen stimuleert de leraars echter om met de auto naar school te komen. Dat is een schande. Ze houdt de Brusselaars een waanbeeld voor. Ze houdt vol dat iedereen zich nog altijd met de auto naar het centrum van de stad kan verplaatsen en dat zulks geen kwalijke gevolgen heeft. Ik zie dat de heer Courtois daar nu lacherig over doet, maar ik vraag mij af of hij nog zou lachen als blijkt dat er te veel roet aanwezig is in de urine van zijn kleinkinderen. Veel ouders hebben op dat vlak het lachen verleerd. Ze willen maatregelen. We zullen het daar straks nog over hebben, maar ik vrees nu al het antwoord van het College. Ik ben werkelijk gedegouteerd.

M. Ceux.- S'agissant du racket des horodateurs, vous vous êtes bien gardée de les enlever autour du palais du Heysel et de la station Houba. C'est à Heembeek que vous les avez enlevés.

L'ensemble de la zone doit être visée par la mesure. Les riverains sont demandeurs. Il faut un contrôle de la zone bleue et des horodateurs. Le retard que vous avez accumulé pourrait être comblé grâce aux scancars. Freddy Thielemans était beaucoup plus courageux que vous ne l'êtes aujourd'hui.

Mevrouw Persoons.- Mijnheer de voorzitter, ik ben niet zo emotioneel als mijn collega Dhondt, maar ik vind het onvoorstelbaar dat men in de gemeenteraad na het

rapport van Greenpeace, na de protesten van de ouders aan de schoolpoorten tegen de kwaliteit van de lucht die hun kinderen moeten inademen, voorstelt om de prijs van de tweede parkeerkaart te verlagen van 100 naar 50 euro. Zo geeft men het signaal dat men het de auto's in Brussel nog gemakkelijker wil maken en lacht men met de ouders die 's nachts wakker liggen van de slechte luchtkwaliteit in de scholen van hun kinderen. Dat is een totaal verkeerd signaal en ik vind dat hallucinant.

Mme Lemesre, échevine.- Nous n'avons pas modifié les secteurs, mais nous pouvons ajouter des zones. Je suis d'accord avec vous sur le principe d'une zone bleue à Neder-over-Heembeek. Si un quartier de Neder-over-Heembeek demande à passer en zone bleue, je suis prête à y répondre positivement, comme nous l'avons fait pour les quartiers Vert chasseur et Roosevelt.

Dossiers de Mme l'échevine Lalieux

- Accord de la section.

Dossiers de M. l'échevin Ouriaghli

- Accord de la section.

Dossiers de M. l'échevin Coomans de Brachène

- Accord de la section.

Dossiers de Mme l'échevine Barzin

- Accord de la section.

Vote

M. le Président.- Nous devons à présent nous prononcer sur l'ensemble des dossiers. Le Collège vous propose de voter oui.

(Il est procédé au vote nominatif.)

M. le Président.- Adoptés, sous réserve des observations formulées par l'opposition.

Motion - Motie

Voorstel van motie ingediend door dhr. Dhondt en mevr. Jellab betreffende de verbetering van de luchtkwaliteit

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, ik kon tijdens de discussie over het parkeerbeleid al een korte introductie geven over de motie. Ik vrees echter een beetje dat die motie in dovemans oren terecht zal komen.

Toch hoopten wij, samen met alle Brusselaars, dat de luchtkwaliteit een prioriteit zou zijn van alle partijen. Ik heb verschillende ouders ontmoet na de publicatie van het choquerende rapport van Greenpeace. Er zijn in meerdere Brusselse scholen metingen gedaan en daarbij is in verschillende scholen vastgesteld dat de norm van 40 microgram per kubieke meter die de Wereldgezondheidsorganisatie heeft ingesteld, vaak wordt overschreden. Er is ook verwezen naar het feit dat in de urine van verschillende kindjes dubbel zoveel roetdeeltjes gevonden zijn dan bij de kindjes op het platteland.

Voor veel ouders was dat een wake up call. Er zitten hier veel ouders in de zaal en ik hoop dat ook zij daar niet ongevoelig bij gebleven zijn. We beseffen allemaal dat het leven in de stad gepaard gaat met een aantal ongemakken, maar plots werd de problematiek van de mobiliteit en de luchtkwaliteit heel concreet. Er is immers ontegensprekelijk een rechtstreekse link tussen het autoverkeer en de stikstofdioxide en de uitstoot van roetdeeltjes. De Wereldgezondheidsorganisatie heeft wel een norm ingesteld, maar ze maakt ook duidelijk dat er geen veilige norm is, dat elke vervuiling met stikstofdioxide vanaf 10 microgram per kubieke meter per jaar negatieve gevolgen heeft voor de gezondheid van iedereen en in het bijzonder voor degenen die het meest kwetsbaar zijn, namelijk onze kinderen, onze zieken en onze ouderen.

Ecolo-Groen is al een tijd bezig met het thema luchtkwaliteit. Momenteel meten wij de luchtkwaliteit in 200 punten in Brussel want dat gebeurt niet en dat is een probleem. Naar aanleiding van het choquerende rapport van Greenpeace hebben wij deze motie ingediend. Ik heb ze overhandigd aan alle politieke fracties, maar heb er jammer genoeg geen antwoord op gekregen. Ik hoop toch dat ik straks nog steun zal

krijgen, maar ik vrees ervoor en dat is jammer.

Ik hoop dat we hier over de partijgrenzen heen een consensus kunnen vinden over de luchtkwaliteit, want anders kan het probleem niet worden opgelost. De ouders en de Brusselaars verwachten politieke actie. In dat opzicht hebben wij in die motie een hele rist maatregelen opgesomd die kunnen worden getroffen.

Het gaat daarbij in de eerste plaats over de financiële en materiële ondersteuning van de scholen zodat ze de volgens hen nodige maatregelen kunnen nemen om de luchtkwaliteit te verbeteren.

Ook de stad kan heel wat maatregelen nemen. Ik denk aan de aanleg van veilige fietspaden van en naar de scholen, de verdere uitbreiding van autovrije zones, het creëren van erfzones, enzovoort. Ik denk onder meer ook aan het verbieden van dieselwagens tegen 2025 want zij zijn verantwoordelijk voor die schadelijke roetdeeltjes, aan het stimuleren van alternatieven voor de auto door het parkeerbeleid, maar daarover zijn we het jammer genoeg niet eens. We moeten de verplaatsingen per auto ook fiscaal ontmoedigen. De stad moet op dat vlak maatregelen nemen zolang andere niveaus verzuimen om dat te doen.

Tot zover mijn toelichting. Wij staan open voor discussie. Mochten andere partijen hierover willen onderhandelen zijn wij bereid om te luisteren en eventuele amendementen in overweging te nemen. Onze fractie hoopt alleen dat er concrete maatregelen zullen komen want dat is wat van verantwoordelijke politici wordt verwacht.

Mevrouw Persoons.- Mijnheer de voorzitter, de sp.a-fractie zal de motie van Ecolo-Groen steunen. Ik had over dit thema een mondelinge vraag ingediend. Om te vermijden dat deze vergadering nodeloos uitloopt, zal ik niet alle elementen herhalen die de heer Dhondt al heeft aangehaald.

Ik wil wel nog de aandacht vestigen op een extra studie die onlangs nog de aandacht van de pers heeft gehaald, namelijk een studie over een onderzoek in Biological Psychiatry die aantoonde dat ongeboren kindjes die via hun moeder aan luchtvervuiling worden blootgesteld later meer kans hebben op hersenafwijkingen en cognitieve

beperkingen. Wanneer we alle elementen samenleggen, namelijk roet in de urine en de slechte kwaliteit van de lucht die onze kinderen inademen, is de conclusie dat niets doen de overtreffende trap is van schuldig verzuim. Als ik dan constateer dat het College niet alleen niets doet, maar dat het de auto's nog gemakkelijker maakt, komen de haren op mijn armen rechtop te staan. Ik vraag mij dan ook af hoe de leden van het College de vele ouders die hiertegen protesteren en zelfs uit Brussel wegtrekken vanwege de slechte luchtkwaliteit nog in de ogen kunnen kijken. Ik hoop dat de antwoorden op de motie en op mijn vraag geen doorverwijzing zal zijn naar de federale overheid die iets moet doen aan het fiscale voordeel van dieselauto's of aan de lage-emissiezone, een verantwoordelijkheid van het Gewest. De stad kan zelf ook tal van maatregelen nemen om bijvoorbeeld het autoverkeer rond de scholen terug te dringen.

Mijn vraag was vooral welke maatregelen de schepen van Mobiliteit al heeft genomen om het autoverkeer rond de scholen terug te dringen. Ik hoop dat niet nog eens het voorbeeld van de Moutstraat wordt uitgehaald want dat dateert nog van de vorige legislatuur. Ik verwacht nieuwe maatregelen.

Tot slot heb ik meer en meer de indruk dat de voetgangerszone - waar ik tot nader orde nog altijd een groot voorstander van ben – als excuus wordt gebruikt om duidelijk te maken dat de stad oog heeft voor de zwakke weggebruiker. Het is een prachtig project, maar onvoldoende gelet op het transitieverkeer dat zich in de omliggende straten bevindt. Er is ook een sterk gebrek aan investeringen in de fietsinfrastructuur.

De fiche van de school van mijn dochter toont aan dat de luchtkwaliteit er bijzonder slecht is. Er hebben nog verschillende andere Brusselse scholen aan het onderzoek meegedaan. Zijn die scholen al gecontacteerd? Is er al een poging gedaan om de ouders gerust te stellen? Welke concrete maatregelen zullen worden genomen?

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de voorzitter, ik dank de collega's voor het nemen van het initiatief om het debat hier aan te gaan. Dat onze kinderen ons dierbaarste bezit zijn is evident. In die zin begrijp ik de bezorgdheid van vele ouders, een bezorgdheid

die nog is aangewakkerd door de reportage van enkele weken geleden en waaruit blijkt dat de luchtkwaliteit in onze grote steden beduidend slechter is dan in de landelijke gebieden. Ook ik lig daar wakker van.

Er moeten dus zeker maatregelen worden genomen. Een van die maatregelen is het terugdringen van de auto's en zeker van de dieselwagens. We doen dat echter nu al. Ik wil alle collega's – en vooral de Ecolo-Groenfractie die dat misschien even vergeet – er toch op wijzen dat deze Gewestregering beslist heeft een lage-emissiezone in te voeren, en wel de meest ingrijpende lage-emissiezone van Europa. In tegenstelling tot andere steden zoals Gent en Antwerpen waar men dat alleen doet in het hypercentrum, de kleine binnenstad - en waar, ik geef dat toe, het resultaat miniem is- hebben wij in Brussel beslist om dat over het hele Gewest te doen.

Niemand zal vrijuit gaan want de nummerplaten worden gekoppeld aan het systeem van de dienst Inschrijving Voertuigen. Al wie Brussel binnenrijdt met een vervuilende wagen die hier niet meer mag rijden, wordt dus beboet. Dit is dus een wezenlijke verandering die zeker resultaten zal hebben.

De cdH-CD&V-fractie steunt de inhoud, de geest van deze motie, maar we zullen ons onthouden om twee redenen.

Ten eerste, als we echt begaan zijn met de toekomst van deze stad en wezenlijke veranderingen willen, moeten we dat samen doen. In die zin vind ik het jammer dat het initiatief niet gedeeld is. We zouden ongetwijfeld tot een tekst gekomen zijn over oppositie en meerderheid heen.

Ten tweede doet de motie afbreuk aan belangrijke beslissingen die op het gewestelijke niveau al genomen zijn.

M. Zian, échevin.- Nous avons pris connaissance avec intérêt de cette proposition de motion. Il s'agit d'une problématique qui nous touche tous, parents ou pas. Les usagers faibles de notre Ville méritent toute notre attention. Toutefois, ladite proposition de motion s'apparente à un programme politique. On pourrait y trouver l'entièreté du programme Ecolo-Groen. Selon moi, le texte manque d'intelligence pour permettre l'adoption d'une position consensuelle. Beaucoup d'acteurs travaillent

sur cette compétence et il ne faut pas oublier le niveau régional. Cette matière doit être traitée de manière transversale, faute de quoi elle est vouée à l'échec. L'ensemble des services sont impliqués pour remédier à ces graves problèmes de pollution atmosphérique (dioxyde d'azote, microparticules, particules fines...). Ce dossier doit être traité dans sa globalité et de manière transversale.

Soit vous retirez votre motion et nous engageons une discussion très large sur le sujet, soit le Collège sera contraint d'émettre un avis défavorable.

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de voorzitter, ik deel helemaal het voorstel van de schepen als hij bereid is om de tekst een week uit te stellen zodat we daar samen aan kunnen werken. In dat geval kan onze fractie er zich akkoord mee verklaren. Ik herhaal dat we geen bezwaren hebben tegen de inhoud, maar dat we dat samen willen bekijken en dat we vragen om rekening te houden met wat al is beslist door het Gewest.

Mevrouw Ampe, schepen.- Mijnheer de voorzitter, eerst en vooral ben ik het eens met de sprekers dat er een veel te grote hoeveelheid roetdeeltjes gemeten is in de urine van de kinderen in en rondom scholen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van een aantal gebieden in het noorden van Brussel.

De heer Dondt.- Mijnheer de voorzitter, wij hebben voorstellen op tafel gelegd en wij willen dat er snel actie ondernomen wordt omdat we ervan overtuigd zijn dat dit mogelijk is.

De heer Zian verklaart dat dit een politieke motie is, maar een motie heeft altijd een politiek karakter. Wat kan ik anders doen dan standpunten innemen? We bedrijven hier toch politiek. Wij staan uiteraard open voor samenwerking, maar we hopen dan dat er snel een uitnodiging komt om samen te zitten.

Mevrouw Ampe, schepen.- Mevrouw Persoons, de school van uw dochter is ook de school van mijn zoon en dit is ook een bezorgdheid van mij, samen met de inwoners

van deze stad want men moet niet per se een ouder zijn om begaan te zijn met de gezondheid van kinderen.

In de motie werd voorgesteld om straten rond scholen in te richten als schoolstraat of als voetgangerszone. In 2012 was geen enkele straat rondom de scholen ingericht als schoolstraat of als voetgangersstraat.

Naast de voetgangerszone in het centrum zijn er momenteel twee straten in die zin ingericht. Er is de Moutstraat want in de vorige legislatuur was dat een woonerf en geen schoolstraat of voetgangersstraat. Dat is pas gerealiseerd in deze legislatuur. Enkele weken geleden is er daar nog een tweede straat bijgekomen, in de Noordwijk. Samen met mevrouw Hariche hebben we beslist om de Sluismeester Coggestraat in te richten als schoolstraat.

Er zijn ook nog andere zaken mogelijk, maar in deze motie wordt gesuggereerd om elke straat met een school in te richten als schoolstraat. Ik weet niet of men al eens nagegaan heeft in welke straat er geen school gevestigd is. De som van alle scholen, Nederlandstalige en Franstalige, scholen van het Vrij onderwijs, het Gemeenschapsonderwijs, enzovoort, zou wel eens de wenkbrauwen doen fronsen. Het is belangrijk om dat op te lijsten vooraleer daar uitspraken over te doen. Ik werk samen met verschillende scholen die mij naar aanleiding van de metingen hebben aangesproken teneinde de straat van hun school als schoolstraat te laten inrichten. Er is overleg met de scholen om na te gaan of dat eventueel mogelijk zou zijn.

Het is daarnaast belangrijk te vermelden dat er in de motie heel wat zaken worden aangehaald die al gerealiseerd zijn. Ik denk aan de zone 30 aan de scholen. De meeste straten waarin een school gelegen is zijn ingericht als zone 30. Er is voorzien in een extra budget om daar bijvoorbeeld nog verhoogde plateaus of Berlijnse kussens aan te brengen teneinde de snelheid van de auto's te verminderen.

Ik verwijs ook graag naar de fiscale stimuli die bestaan voor de overschakeling van diesel- en benzinevoertuigen naar elektrische voertuigen. Er is net unaniem het nieuwe reglement van de stad Brussel goedgekeurd, waarvoor mijn dank, om het reglement aan te passen aan de komst van de elektrische voertuigen. Als er zich nu

een bedrijf aanbiedt om een elektrische laadpaal te installeren kan dat gebeuren via de wegvergunning. Dat werkt de overschakeling zeker in de hand. Het is belangrijk de mensen te motiveren om het openbaar vervoer te gebruiken, vooral de metro en de tram omdat die elektrisch zijn, maar het is even belangrijk te werken aan de omschakeling van benzine- en dieselwagens naar elektrische wagens zodat de luchtkwaliteit erop vooruit gaat.

Ik wijs er ook op dat het College sinds 2014 fiscale stimuli heeft gecreëerd voor de parkeerplaatsen die uitgerust zijn met een laadpaal. Er is ook de lage-emissiezone, met dank aan mevrouw Debaets om dit in herinnering te brengen. Dat is immers belangrijk, ook in het overtuigen van de mensen om aan de juiste auto te denken als ze zich een nieuwe auto aanschaffen. Dat kan een elektrisch voertuig zijn, of misschien een kleiner model met een mindere uitstoot van schadelijke stoffen die de luchtkwaliteit nadelig beïnvloeden.

Ik wil nog onder de aandacht brengen dat er op het vlak van fietsbeleid heel wat gebeurd is. Ik heb het over gerealiseerde zaken. Zo was het budget voor de promotie van de fiets – fietscursussen voor de kinderen in het vijfde en zesde leerjaar via Pro Velo en andere zaken – in 2017 vervijfvoudigd tegenover 2012. Ik spreek nog niet over 2018. In 2017 waren er 1578 fietsrekken tegenover 1003 in 2012. Idem voor de fietsboxen. Er waren er 13 in 2012 en 40 in 2017.

De stad doet dus heel wat inspanningen om die overschakeling te realiseren en om de mensen andere manieren te leren ontdekken om zich te verplaatsen.

Tijdens BXL Tour is er ook een fietsdorp waar de jongeren met de fiets kunnen leren rijden. Educatie en sensibilisering rond de fiets zijn belangrijke factoren. Het gaat op 17 juni niet alleen over een tocht met de fiets, maar er is ook het fietsdorp, dat trouwens ook aanwezig is op de autoloze zondagen.

Het transitverkeer in de Vijfhoek is verminderd met 30% in de Arteveldestraat en met 100% op de centrale lanen, uiteraard omdat een deel daarvan voetgangerszone is geworden.

M. le Président. - Je vous propose de remettre le débat au prochain Conseil

communal.

De heer Dondt.- Mijnheer de voorzitter, hoe zal dat dan praktisch verlopen? Ik hoop dat het dan niet zal zijn dat er gewoon een motie van de meerderheid op de banken wordt gelegd. Wij willen graag in overleg gaan.

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de voorzitter, ik heb een vraag ter verduidelijking. Dit betekent toch dat er verder gewerkt wordt aan de motie en dat alle fracties daarbij worden betrokken? Is dat de afspraak?

M. Zian, échevin.- L'alternative est la suivante : nous reportons le débat au prochain Conseil communal afin d'aboutir à une position consensuelle, ou le Collège prépare de son côté un plan d'action climat déjà annoncé.

Questions orales - Mondelinge vragen

Vraag van mevr. Persoons betreffende de slechte luchtkwaliteit rond onze scholen

Mevrouw Persoons.- Mijnheer de voorzitter, ik vroeg welke maatregelen genomen worden om de buurt rond de scholen autovrij te maken. Mevrouw Ampe haalt twee schoolstraten aan. In 2012 waren er geen, nu zijn er twee, de Moutstraat van de vorige legislatuur en de Sluismeester Coggestraat, een doodlopende straat waar dus sowieso al geen auto's inrijden. Ik vind dat toch een beetje armzalig.

M. Zian, échevin.- Je vais vous répondre en tant qu'échevin de l'environnement, bien entendu, mais aussi en tant qu'habitant et père d'enfants scolarisés au sein de l'instruction publique de la Ville.

Je m'inquiète tout comme vous de la pollution de l'air et de ses conséquences sur la santé, en particulier celle des publics les plus fragiles : jeunes enfants, personnes âgées et malades. Car il n'y a pas que les écoles, bien entendu, il y a les maisons de repos et les hôpitaux.

En ville, la qualité de l'air est, en effet, préoccupante, en particulier dans les rues étroites bordées de hauts bâtiments où la pollution a tendance à stagner, provoquant

ainsi un phénomène de « canyons urbains » dénoncé notamment par Greenpeace. En ce qui concerne les écoles, ma collègue en charge de l'instruction publique, de la jeunesse, de la petite enfance et du personnel, Mme Hariche, étant absente aujourd'hui, je me permets de vous communiquer une série d'éléments.

Selon des données de Brulocalis, un peu anciennes, certes, puisqu'elles datent de 2013, la circulation automobile aux heures de pointe est due à hauteur de 20 % au trajet vers l'école, alors que 45 % des élèves habitent à moins d'un kilomètre de leur école. Cette proportion atteint même 67 % pour un rayon de 2 km. En dépit de cette proximité entre l'école et le domicile, la majorité des écoliers sont conduits en voiture. Seuls 29 % s'y rendent à pied et à peine 2 % à vélo. Les écoles de la Ville se sont engagées à améliorer cette situation et à faire évoluer les mentalités, soit par un plan de déplacements scolaires, c'est-à-dire l'étude, la mise en œuvre et l'évaluation au sein d'une école de mesures destinées à promouvoir une gestion durable des déplacements, soit par la participation aux rangs piétons et l'inscription des enfants au brevet cycliste. En quelques chiffres, 35 écoles de la Ville disposent actuellement d'un plan de déplacements scolaires et ce nombre augmente chaque année. En 2017, 8 écoles ont participé aux rangs piétons et 23 sont inscrites au brevet cycliste, dont certaines depuis 2001. Cela représente 588 classes et environ 9.590 élèves. Certaines écoles sont également équipées d'une flotte de vélos pour permettre à un nombre plus grand d'enfants de participer audit brevet. Enfin, l'instruction publique étudie la possibilité d'équiper les écoles d'emplacements sécurisés pour vélos, à l'intérieur des sites scolaires.

Par ailleurs, une série de critères environnementaux sont pris en compte dans le choix du mobilier scolaire, des produits d'entretien, mais aussi du transport scolaire afin de limiter les émissions polluantes. De même, les bâtiments scolaires sont isolés et équipés d'installations de chauffage plus performantes afin de limiter les gaz à effet de serre.

La Ville ne reste donc pas les bras ballants face à cette problématique essentielle mais, comme vous le dites, si l'échelon communal est à même d'atténuer les symptômes - et croyez bien que le Collège y consacre toute son énergie -, il ne peut soigner seul la maladie, c'est-à-dire le nombre bien trop élevé de véhicules qui circulent à Bruxelles.

Mondelinge vraag van de heer Dhondt betreffende de plannen voor de aanleg van een fietspad in de Zespenningenstraat

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, de plannen voor het aanleggen van fietspaden in de Zespenningenstraat worden in vraag gesteld door de overlegcommissie. Terecht, want het zijn plannen op maat van de 20ste eeuw. Plannen die er nog vanuit gaan dat slechts 0,005% van de verplaatsingen met de fiets gebeuren. Plannen die er van uitgaan dat je eerst voldoende ruimte moet geven aan Koning auto en wat rest overlaat aan voetgangers en fietsers. Bij de geboorte van de Mini-Ring, de bestemmingslus, werd beloofd dat er fietspaden langs beide kanten zouden komen. Blijkt dat het uiteindelijk niet om een fietspad, maar om een fietssuggestiestrook gaat langs de ene kant en een hindernissenparcours langs de andere. Het fietspad wordt namelijk onderbroken ter hoogte van de bushalte. Dat de fietssuggestiestrook in de tegengestelde rijrichting van het autoverkeer ligt, maakt het geheel zeer betwistbaar op het vlak van fietsveiligheid. Dat het beter kan, hoeft weinig betoog.

Daarenboven werden er interessant ideeën naar voor geschoven, die onze fractie eerder al opperde. Niet alleen stelt men de afschaffing van de bestemmingslus voor, maar men wil ze ook vervangen door een woonerf in de Zespenningenstraat. Gezien er langs de ene kant van de straat scholen zijn en de andere kant een park in volle opbouw lijkt ons dit een meer dan valabel alternatief dan wat voorgesteld wordt. Graag had ik het College dan ook volgende vragen gesteld:

Welke positieve gevolgen heeft het aanleggen van een woonerfzone in de Zespenningenstraat op de luchtkwaliteit van de buurt en meer bepaald op de gezondheid van de bewoners, gebruikers van het toekomstige park en de

schoolgaande jongeren?

In welke mate zou het aanleggen van volwaardige en bredere fietspaden de veiligheid van de fietsers verhogen? In welke mate zou dit reële en hogere veiligheidsgevoel een effect hebben op het fietsgebruik in de binnenstad?

Wanneer denkt het College een nieuw plan klaar te hebben en wat is de verdere timing en procedure? Wanneer passeert de overheidsopdracht langs de gemeenteraad? Wanneer verwacht het College de toewijzing van de aanleg, de start en het einde van de werken?

Wat is het kostenplaatje van de aanleg van het fietspad in de Zespenningenstraat en hoe wordt dit gefinancierd?

Mevrouw Ampe, schepen.- Mijnheer de voorzitter, de aanleg van een verhoogd fietspad in de Zespenningenstraat maakt deel uit van een conventie die is gesloten tussen de stad Brussel en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De plannen zijn ook in overleg opgesteld tussen de stad Brussel en Mobiel Brussel, tussen mezelf en de heer Smet.

Wij hebben ze voorgesteld op een fietscommissie waar verschillende fietsverenigingen aanwezig waren. Ze hadden enkele opmerkingen die verwerkt zijn. Een aantal zijn niet verwerkt, maar in de fietscommissie was men aanvankelijk wel positief ten opzichte van het idee van de aanleg van verhoogde fietspaden. Op de overlegcommissie zelf was iemand van Gracq en de fietsersbond aanwezig die verklaarde dat een verhoogd fietspad in de Zespenningenstraat niet gewenst was omdat het ging om een zone 30.

Er is nadien nog een fietscommissie geweest waar een en ander is uitgepraat en die vrij vlot verlopen is. Ik heb de fietsersbond en de Gracq nogmaals gevraagd of ze erbij bleven dat een verhoogd fietspad in de Zespenningenstraat niet nodig is omdat het gaat om een zone 30. Ze hebben dat bevestigd, maar wezen erop dat dit standpunt niet geldt voor de volledige Vijfhoek. Ik vroeg hoe ze dat dan zagen want minister Smet en ikzelf hebben een plan om die 3 miljoen euro over verschillende straten te spreiden. Het gaat onder meer ook over de Keizerlaan. Als de fietsersbond en

de Gracq een verhoogd fietspad telkens afwijzen, vallen onze plannen in het water. Ze verzekerden dat dit alleen het geval was voor de Zespenningenstraat en dat ze de andere plaatsen later nog zouden bekijken.

Ze vroegen ons of het de idee was er een woonerfzone in te richten, maar een woonerfzone is een zone zonder fietspaden of fietssuggestiestroken. Ofwel kiest men voor een straat met verhoogde of gemarkeerde fietspaden ofwel voor een woonerf zonder fietspaden. Dat is een straat waarin de parkeerplaatsen aangeduid zijn door een markering of door steentjes en markering.

Question de M. Maingain relative à l'audit des asbl de la Ville de Bruxelles à la suite de l'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur les marchés publics

M. Maingain.- La commune de Schaerbeek a récemment eu la très bonne idée de lancer un audit général de ses asbl paracommunales.

Cette démarche de bonne gouvernance lancée par le Collège a été principalement motivée par l'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur les marchés publics en 2017, et particulièrement l'évolution de celle-ci sur la théorie de « l'exception Inhouse ».

En effet, la nouvelle législation sur les marchés publics telle que reprise dans la loi du 17 juin 2017 institutionnalise la doctrine inhouse, mais tout en la catégorisant selon plusieurs types. La législation distingue quatre cas de Inhouse pouvant se résumer comme suit :

- le inhouse simple reprenant sa conception précédente et s'appliquant à la relation entre la Ville et les personnes de droit moral ou privé sur lesquelles elle dispose d'un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses services, dont les activités sont à 80 % en relation avec la mission de service public qui leur est confiée et n'ayant pas de participation directe en capital privé ;
- le inhouse reverse dans les relations de marchés entre la personne morale contrôlée et l'institution publique qui la contrôle ;
- le inhouse collatéral dans les relations de marchés entre une personne morale

contrôlée et une autre personne morale contrôlée par une même institution ;
- le inhouse élargi quand le contrôle analogue est exercé conjointement par l'institution publique et d'autres personnes morales de droit public.

À l'échelle de la Ville et de la constellation des asbl qui l'entourent, cette notion pourrait trouver à s'appliquer et, donc, faciliter la gestion des marchés publics dont l'actualité récente démontre parfois toute la complexité d'application dans les asbl paracommunales. L'application de l'exception inhouse permettrait une vraie synergie entre la Ville et ses asbl.

La Ville dispose-t-elle d'une évaluation des relations entre elle-même et les asbl paracommunales sous l'angle du inhouse ?

À l'heure où il est demandé avec insistance de procéder à un audit général de l'ensemble des asbl liées à la Ville de Bruxelles, le Collège pourrait-il lancer un tel audit, notamment sur la question des relations inhouse entre la Ville et lesdites asbl ?

M. le Bourgmestre.- Il n'y a pas eu d'évaluation générale et systématique des relations inhouse entre la Ville et ses asbl. L'évaluation a été faite au cas par cas. Il est important de rappeler l'objectif du inhouse, qui consiste à confier, sous certaines conditions, des missions relevant des services de la Ville de Bruxelles aux asbl paracommunales ou inversement, cela sans lancer de marchés publics. Il importe également de rappeler que les asbl ne doivent pas suivre de procédures compliquées pour la prestation des marchés publics de faible montant (jusqu'à 30.000 € HTVA), les règles étant assez souples. Elles doivent toutefois respecter les principes généraux des marchés publics, à savoir transparence, concurrence, égalité des soumissionnaires, absence de toute discrimination.

À titre d'exemple, voici quelques cas de inhouse existant à la Ville de Bruxelles : la centrale d'achat de la Ville de Bruxelles réalise des travaux d'imprimerie pour diverses asbl qui peuvent être considérées comme des prestations inhouse ; la Ville de Bruxelles a signé une convention avec son CPAS pour le lavage, le repassage et

l'entretien du linge des maisons de repos et des vêtements de travail de divers services de la Ville ; Bravvo peut recourir aux services de GIAL pour la gestion de son parc informatique. Cette relation inhouse permet à Bravvo de ne pas passer de marché public.

Depuis juin, nous nous attelons à dresser un cadastre de toutes les structures et de tous les mandataires. Ce travail de transparence a conduit à la réforme d'un nombre important d'entre elles visant à réduire la taille de leur conseil d'administration et de plafonner les rémunérations. Dans le cadre de ladite réforme, le Collège s'est également engagé à doter d'un contrat de gestion les asbl importantes en termes économiques ou en termes d'emploi. À ce titre, 200.000 € sont inscrits au budget 2018 pour le lancement d'un marché visant l'élaboration d'un contrat de gestion type applicable auxdites asbl. Le point devrait être soumis au Conseil communal d'ici un mois. Ces contrats de gestion concerneront les Cuisines bruxelloises, les hôpitaux de la Ville, le Parc des Expositions, le Marché matinal, GIAL disposant déjà d'un tel contrat de gestion.

Nous poursuivons le travail d'analyse et évaluons au cas par cas les nouvelles règles à mettre en œuvre. Je me suis engagé à consacrer une séance du Conseil à la discussion des rapports annuels des structures dépendant directement de la Ville de Bruxelles.

M. Maingain.- J'espère qu'il sera procédé à cette évaluation. Le inhouse permettrait à une série d'asbl de recourir directement à GIAL sans passer par les centrales de marché. J'encourage le Collège à procéder à l'audit de ces structures et de leur statut.

Vraag van de heer Van den Driessche betreffende de toekomst van het Koning Boudewijnstadion

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, als ik goed ben geïnformeerd dan is de huurovereenkomst van de KBVB voor het Koning Boudewijnstadion momenteel afgelopen of zal het op korte termijn aflopen. Zijn er plannen voor een

verlenging? Wat zijn trouwens de plannen van de stad met het Koning Boudewijnstadion op langere termijn?

De heer Courtois, eerste schepen.- Mijnheer de voorzitter, de overeenkomst tussen de KBVB en de stad Brussel loopt tot eind mei.

Er zijn nu contacten met de voetbalbond voor verdere onderhandelingen tussen de stad Brussel en de voetbalbond teneinde na te gaan wat de ideale formule is voor beide partijen, een overeenkomst voor een bepaalde termijn of een overeenkomst wedstrijd per wedstrijd.

Er wordt gediscussieerd maar er is geen sprake van dat de bond bepaalde elementen oplegt. Ik geef altijd het voorbeeld van de finale van de beker van België. Het was de bond die besliste dat die finale op zaterdagavond zou plaatshebben, zonder rekening te houden met de stad en met de veiligheidsmaatregelen van de stad. Ik wil dat niet meer. Dat is geen goede manier om te procederen. We blijven er rustig bij en we zullen zien. Er is ook het feit dat Union Sint-Gillis in dat stadion speelt.

De heer Van den Driessche.- Is er al duidelijkheid over de bestemming op langere termijn van het Koning Boudewijnstadion?

De heer Courtois, eerste schepen.- Ik kan daar niet op antwoorden. Wij gaan stapsgewijs te werk en de vraag is momenteel of de bond verder gaat met de stad of niet. Er zijn in België nog andere stadions en ze moeten hun wedstrijden niet absoluut in het Koning Boudewijnstadion laten spelen. We zullen zeker niet spreken over een overeenkomst van tien jaar, maar voor een kortere termijn of wedstrijd per wedstrijd of manifestatie per manifestatie.

**Question de Mme Nagy concernant l'aménagement d'un passage pour piétons
rue de Ransbeek à Neder-over-Heembeek**

Mme Nagy.- Madame l'Échevine de la mobilité, lors de la réunion du 20 février dernier avec les habitants consacrée à l'aménagement du Petit Chemin Vert, vous avez été interpellée sur la sécurité des piétons dans la rue de Ransbeek. En effet, les

riverains ont demandé un passage pour piétons à hauteur du stade. Vous avez marqué votre accord.

Pouvez-vous me dire quelle suite vous avez réservée à votre engagement ?

Disposez-vous de statistiques en matière de sécurité routière pour cette rue où les vitesses sont très élevées ?

Mme Ampe, échevine.- Lors de la réunion du 20 février, j'ai promis aux habitants de faire tracer des marquages au sol pour des traversées piétonnes dans la rue de Ransbeek. Nous n'avons pas encore pu le faire, car jusqu'au 22 mars, les températures ont été trop basses. Nous avons perdu beaucoup de temps. Depuis vendredi, l'entreprise a commencé les marquages avec deux équipes pour récupérer le temps perdu. Des coussins berlinois ont été commandés.

Vraag van mevrouw Debaets betreffende de viering van 60 jaar Atomium

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de voorzitter, naar aanleiding van de diamanten bruiloft van het Atomium heeft de organisatie beslist, ik veronderstel samen met de stad Brussel, om alle koppels uit het hele land die ook 60 jaar getrouwd zijn uit te nodigen om dat samen te vieren in het Atomium. Dat gebeurt dan samen met de lokale besturen, met de gemeentebesturen in Vlaanderen en Wallonië.

Blijkbaar was de organisatie van het evenement of de dag zo succesvol dat men de formule tot drie keer toe heeft moeten veranderen. Er moest een andere datum worden vastgelegd, een andere locatie, en uiteindelijk werd beslist dat er helemaal geen activiteit zou worden georganiseerd.

Dat heeft uiteraard geleid tot heel wat verwarring en ontgoocheling bij de burgemeesters en de gemeenten die eerst verheugd waren om samen met de jubilarissen van hun gemeente dat evenement te kunnen vieren. Tot ze drie mededelingen kregen van het Atomium of van de stad met de mededeling dat het evenement was afgelast.

Hoeveel mensen hadden zich aangemeld voor de zestigjarige viering van het bestaan van het Atomium? Was de opkomst daarvoor niet goed ingeschat? Welk bedrag werd

hiervoor vrijgemaakt? Zal er nog een festiviteit worden georganiseerd en zo ja, met welke personen en hoe worden de burgemeesters daarvan op de hoogte gebracht?

Mme Lalieux, échevine.- Nous avons envoyé un mail aux 589 communes de Belgique. L'opération a rencontré un énorme succès et beaucoup de personnes ont répondu. L'Atomium ne s'y attendait pas. Environ 50 % des communes ont répondu qu'elles participeraient aux noces. Il fallait donc des solutions alternatives. Jusqu'à présent, 744 couples en Flandre, 202 à Bruxelles et 297 en Wallonie, soit un total de 2.486 personnes, en plus de leurs familles et de membres des communes, ont répondu, ce qui est énorme. L'Atomium a décidé d'envoyer les invitations via les communes : quatre pour chaque couple (deux pour les jubilaires et deux pour la famille) et quatre pour les membres de la commune.

Mevrouw Debaets.- Dus het evenement zal dan toch plaatshebben? Heel wat gemeenten denken, na de derde mail vanuit de stad, dat het geannuleerd is. Er was een laatste mail toegekomen met de melding dat het evenement door het overweldigende succes en zelfs na de wijzigingen niet meer kan doorgaan. Mevrouw de schepen vertelt nu echter een heel ander verhaal.

Mme Lalieux, échevine.- Je ne suis pas au courant de ces courriels. Je me propose de vous répondre plus précisément par mail.

Mevrouw Debaets.- Weet u op welke dag het dan wel plaatsvindt?

Mme Lalieux.- Je vérifierai ce point.

Vraag van de heer Dhondt betreffende de zwarte verkeerspunten op het grondgebied van de stad

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, uit een studie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest blijkt dat er in Brussel zo'n 30 zwarte punten zijn. Het gaat hier om de meest onveilige plekken op het vlak van verkeersveiligheid in het Brussels Gewest. Zes van die punten zijn gemeentewegen op het grondgebied van de Stad Brussel.

Het gaat over:

- 1) Koningsstraat / Wetstraat
- 2) Regentschapsstraat / Bodenbroekstraat
- 3) Lemonnierlaan / Anneessensplein
- 4) Bockstaellaan / Artiestenstraat
- 5) Poelaertplein
- 6) Bockstaellaan / Wautersstraat / Sint-Albaansbergsstraat

Graag had ik het College volgende vragen gesteld:

Is het College op de hoogte van deze onveilige punten?

Welke maatregelen plant het College om de verkeerssituatie op korte termijn aan te pakken? Kunt u daarbij voor elk zwart punt aangeven of er al dan niet een plan is en wanneer de nodige ingrepen zullen worden uitgevoerd?

Mevrouw Ampe, schepen.- Mijnheer de voorzitter, ik dank de heer Dhondt voor zijn vraag. De zes punten waar hij over spreekt waren in 2014, op het ogenblik dat die kaart is opgemaakt, inderdaad zwarte punten.

Ondertussen zijn er voor verschillende punten een heleboel aanpassingen gebeurd die in het overzicht echter nog niet zijn opgenomen. Ik zou ook graag zien in hoever er een impact is op de verkeersveiligheid want ook daar hebben we nog geen cijfers over gekregen. Het lijkt me toch belangrijk de situaties voor en na de aanpassingen met elkaar te vergelijken.

Op het moment dat bijvoorbeeld de Koningstraat/Wetstraat een zwart punt was waren er in de Wetstraat op dat stuk twee keer twee rijvakken. Dat is inmiddels veranderd. Er waren ook nog geen fietspaden aan beide kanten. Zoals u weet waren er daar aan één kant parkeerplaatsen voor ministers en parlementsleden, maar dat is ondertussen een fietspad geworden.

Die situatie moet eigenlijk herbekeken worden. We moeten zien of dat nu al dan niet nog een zwart punt is.

Voor de Regentschapstraat/Bodenbroekstraat is er nog geen wijziging gebeurd. Wel is er door de MIVB een heraanleg van de tramsporen gepland. We moeten later zien in

welke mate dat een effect heeft op de verkeersveiligheid.

Aan het kruispunt Lemonnier/Anneesensplein is er veel veranderd. Vroeger was de Lemonnierlaan een belangrijke transit-as, nu is er daar 30% minder transit. Er is bovendien de voetgangerszone die daar tussen zit en het verkeer op de Lemonnierlaan en het Anneessensplein is enorm verminderd. Een vergelijking met vroeger is hier niet mogelijk. Een vergelijking van de situaties voor en na de wijziging moet gebeuren met de stad Brussel en Verkeersveiligheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en met Mobiel Brussel. Er zou een stuurgroep of een follow-upgroep moeten georganiseerd worden om bij elke wijziging het effect voor en na te bekijken en om te zien in hoever de ongevallenstatistieken gedaald zijn.

Voor de Artiëstenstraat heeft de stad Brussel gevraagd om markeringen aan te brengen, om vooral fietspaden aan te leggen en om de oversteek op de Bockstaellaan aan te passen. Op dit ogenblik hebben wij nog geen goedkeuring gekregen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Die aanvraag is einde 2017 gedaan en wij hopen zo snel mogelijk een positieve reactie te krijgen zodat we ook dat punt kunnen aanpakken.

Voor wat betreft het Poelaertplein is er een zwart punt bij het uitrijden van de tunnel. Vroeger reden veel auto's het plein op. Ondertussen zijn daar palen met reflectoren geplaatst. We moeten nog meten welk effect dat heeft.

Voor het laatste punt, de Bockstaellaan / Wautersstraat / Sint-Albaansbergsstraat, loopt er eveneens een studie die de hele zone omvat, met inbegrip van de Clementinasquare. Ook het probleem van de afvoer zou worden bekeken.

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, voor de Regentschapsstraat/Bodenbroekstraat is er dus enkel een heraanleg van de tramsporen gepland. Ik steun het voorstel om een stuurgroep op te richten die in overleg met het Gewest zorgt dat kan worden bekeken welke de gevolgen zijn van de wijzigingen en we hopen dat er op het grondgebied van de stad binnen afzienbare tijd geen enkel zwart punt meer zal zijn.

**Vraag van de heer Van den Driessche betreffende de laad- en loszones in
bewonersstraten**

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, een van de elementen van een goede leefbaarheid van onze stad is de beschikbaarheid van voldoende laad- en loszones in de buurt. Iedereen ontvangt af en toe wel eens een zending of levering, maar in de praktijk worden die zones meestal gebruikt als klassieke parking en daar wordt zelden tegen opgetreden.

Het gevolg is dat deze zones bij leveringen niet beschikbaar zijn wat veel frustratie geeft, niet alleen bij degene die moet leveren, maar ook bij de bewoner zelf want die heeft het steeds moeilijker om zijn bestellingen thuis geleverd te krijgen omdat het vervoersbedrijf het niet meer ziet zitten.

Is het mogelijk een overzicht te krijgen van het aantal parkeerboetes dat in 2016 en in 2017 werd uitgeschreven voor het foutieve oneigenlijke gebruik van laad- en loszones?

Bestaat er een beleid en, zo ja, welk voor het inplanten van voldoende laad- en losruimtes en wordt die inplanting regelmatig herbekeken? Wanneer vond het laatste nazicht plaats?

Is het niet raadzaam een specifieke controleactie op te zetten voor de laad- en loszones om het foutieve parkeren aldaar aan te pakken?

Mme Lemesre, échevine.- La procédure pour l'installation d'une zone de livraison, chargement et déchargement est la suivante :

- La demande de mise en place d'une telle zone est généralement introduite par un commerce auprès de la cellule stationnement de la Ville via l'adresse mail

livraison@brucity.be.

- La cellule de stationnement demande un avis auprès de la police. Après approbation par la police, la demande est transmise au bureau d'études TDV pour la confection du plan de signalisation, les panneaux et le marquage au sol.

- Ce plan est alors approuvé par la cellule de stationnement et est ensuite transmis à

TDV pour exécution.

À ce jour, le contrôle de ces zones de livraison est exclusivement exercé par la police. Des renseignements reçus de celle-ci, il ressort qu'il est compliqué d'extraire du système informatique les statistiques sur ce type de verbalisation. En revanche, le mois de février est spécifiquement dédié, chaque année, à cette problématique. Dans le cadre de ces mesures de répression spécifiques, je peux vous donner les chiffres suivants : en février 2016, 429 véhicules ont été verbalisés et 189, remorqués ; en février 2017, 1.761 ont été verbalisés et 125, remorqués ; en février 2018, 1.501 véhicules ont été verbalisés et 105, remorqués.

Souvent, ce sont des commerçants qui privatisent eux-mêmes les zones de livraison à leur propre avantage. À moyen terme, avec la dépénalisation des zones de livraison, à savoir le transfert de la compétence à la cellule de stationnement, et l'arrivée de la scancar, la cellule de stationnement disposera d'une cartographie et d'outils permettant de visualiser et de gérer ces zones. Je partage votre avis selon lequel lesdites zones de livraison sont trop souvent occupées par des véhicules en stationnement illicite.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de voorzitter, dat is alleszins een gunstige evolutie. Ik zou willen suggereren om die controles niet alleen in januari-februari te laten gebeuren, maar meer gespreid over het hele jaar. Ik vrees dat de mensen dat vlug door hebben en dat ze alleen voorzichtig zullen zijn in januari-februari en hun voertuigen er voor de rest van het jaar met een gerust hart parkeren. Ik hoop dat dit van nabij zal worden gevolgd.

Vraag van mevrouw Persoons betreffende het terrasbeleid van de stad

Vraag van de heer Dhondt betreffende de terrassen op de Vismet

Mevrouw Persoons.- Mijnheer de voorzitter, ik steek graag van wal met een openbaring die geen openbaring is: ik zit graag op een terrasje, ik drink er graag een glas, net zoals de meeste Brusselaars. Maar het is zoals met alle geneugten in het leven: trop is te veel. Enkele restaurantjes in de Vlaamse Steenweg op het Sint Katelijneplein is fijn, er een nieuwe Beenhouwersstraat van maken is dat niet. Er zijn niet veel openbare ruimten in het centrum. En de schaarse beschikbare openbare ruimte moeten de bewoners delen met toeristen. Dat is geen probleem, we zijn blij dat ze onze mooie stad komen ontdekken. Op elke plek in het centrum komen verschillende functies samen, alles moet worden gedeeld. Dat is niet erg, dat hoort er bij in een levendige stad die nooit slaapt. Maar evenwicht is het sleutelwoord. Het is echt niet nodig om elke vierkante meter openbare ruimte in te palmen met tafeltjes en parasols. Soms lijkt het of de stad geen enkele terrasaanvraag weigert. Daar ligt het probleem, niet in het feit dat er terrasjes zijn, maar in het feit dat ze overal worden geplaatst en zo andere invullingen van de openbare ruimten verjagen. Het is zoals met de auto's in deze stad: als ze alle ruimte krijgen, is er geen plaats meer over voor voetgangers en fietsers.

Er zijn plekken in Brussel waar de bewoners van nature en masse samen troepen: het Sint Katelijne plein is zo'n plek, en de waterbassins met de Anspachfontein op de Brandhoutkaai is dat ook. Als er geen water in zit, dan laten ouders er met een gerust hart hun kinderen in rondrennen – ze kunnen er niet overreden worden door wegpiraten – en als er wel water in zit worden de randen van de waterbassins spontaan gevuld met honderden Brusselaars die er komen 'hangen', lezen, afspreken, ijsjes eten. En zo is het goed. Net dat maakt de charme van onze stad uit.

Als ik een tip mag geven aan het stadsbestuur: kijk hoe de bewoners de stad gebruiken, hoe ze de openbare ruimte invullen, waar ze samen troepen bij mooi weer, en ondersteun dit, versterk dit. Probeer ze vooral niet te verjagen door de spontane functies die mensen aan openbare ruimte geven te vervangen door een artificiële,

commerciële invulling. De Brusselaars zullen u dankbaar zijn.

Ik heb daar enkele vragen bij

Weigert de stad ooit een terrasaanvraag?

Hoe gaat de Stad ervoor zorgen dat er, als er terrassen worden geplaatst aan de waterbassins met de fontein op de Brandhoutkaai, nog voldoende plaats is voor de vele Brusselaars die er gewoon willen ‘hangen’ en er moeten passeren met een kinderwagen of rolstoel. Ik vrees dat er onvoldoende plaats is voor alles.

Worden er aan de waterpartijen op de Brandhoutkaai ook extra bankjes geplaatst voor mensen die niet willen consumeren?

De heer Dhondt.- Mijnheer de voorzitter, de temperaturen beginnen twijfelachtig te stijgen en zo zien we de terrassen na een koude winter terug opduiken. Elk jaar echter lijken er meer te zijn dan het jaar ervoor. De terrassen doen het centrum bruisen, maar ze palmen ook steeds meer plaats in, vrije publieke ruimte die zo betalend wordt.

Op de Vismet zijn er specifiek de aquariums die een enorme impact hebben op de publieke ruimte en er lijken er elke jaar nieuwe bij te komen. Zo ook dit jaar. De terrassen zorgen ervoor dat het kleine beetje water dat we hebben in het centrum van de stad bijna wordt geprivatiseerd. Je geraakt er met moeite bij. Ondanks de jaarlijkse vragen om de doorgang te garanderen stel ik vast dat mensen met een beperkte mobiliteit – ook ouders met een kinderwagen – zich niet meer vrij kunnen verplaatsen op de Vismet eens de terrassen/aquariums er staan.

Er moet een gezond evenwicht zijn tussen terrassen en vrije publieke ruimte. Dat evenwicht heeft het College doen barsten met de aanleg van de terrassen op het Sint-Katelijneplein. Naar verluidt zou het College verder gaan in die richting en er ook dit jaar terrassen, meer bepaald aquariums, toelaten ten koste van de vrije publieke ruimte.

Ik heb hierover volgende vragen:

Kunt u een overzicht geven van het aantal aquariums op de Vismet de afgelopen vier jaar en hoeveel nieuwe komen er dit jaar bij?

Op welke manier zal het College ervoor zorgen dat de Vismet een ruimte blijft waar je ook ongedwongen, zonder aan te schuiven aan een tafel op een terras, kan genieten en waar je je vlot kan blijven verplaatsen?

Mme Lemesre, échevine.- Le ressenti ne correspond parfois pas à la réalité.

Contrairement à ce que les deux interpellants affirment, la Ville s'est dotée d'une véritable politique de gestion des terrasses sous la présente législature, avec la publication d'un règlement relatif à l'occupation du domaine public pour le placement de terrasses, étalages et chevalets. Il a été adopté par le Conseil communal le 9 octobre et peut être consulté sur le site de la Ville depuis le 3 février 2018.

Il vise à clarifier les règles d'attribution des terrasses, les règles à respecter par les exploitants et les sanctions applicables en cas de refus. Le règlement prévoit, en son article 7, que les établissements horeca qui sollicitent une terrasse doivent disposer d'un dossier administratif en ordre, notamment des attestations d'hygiène, du Siamu, etc.

En son article 8, il prévoit que le Collège peut refuser d'accorder une nouvelle terrasse dans les cas suivants : un avis défavorable de la police pour des raisons de sécurité, la non-conformité de l'installation proposée, le placement illégal de la terrasse antérieure à toute autorisation, tout motif d'ordre public ou d'intérêt général. Par exemple, pour les terrasses qui étaient des zones de repli de la prostitution, nous n'avons pas renouvelé les autorisations, comme cela a été le cas au début de la rue de Laeken. En pratique, il arrive régulièrement que la police émette un avis négatif, notamment pour préserver le passage piéton. On recense une dizaine de refus de terrasse.

En son article 9, ce même règlement prévoit que le Collège peut refuser de renouveler une autorisation de terrasse en début d'année. Chaque autorisation est valable un an

seulement. L'autorisation n'est pas renouvelée lorsqu'elle est ponctuelle, lorsque les conditions ne sont pas remplies, en cas d'existence d'une dette envers la Ville et de perte de toute condition d'exploitation d'un établissement horeca.

En pratique, le Collège valide chaque année une liste d'établissements pour lesquels l'autorisation annuelle n'est pas renouvelée pour cause de redevance impayée ou d'infraction à la tranquillité publique (23 cas). La liste des établissements concernés a été soumise au Collège du 22 mars.

Le règlement prévoit enfin la possibilité de sanctionner, par une suspension ou un retrait d'autorisation de terrasse, les établissements ayant enfreint la réglementation communale. Tous les membres de la cellule horeca sont habilités comme agents constatateurs et mènent des contrôles sur le terrain tout au long de l'année. Ils dressent des constats d'infraction qui sont analysés par le fonctionnaire sanctionnateur de la Ville, lequel peut proposer au Collège avertissements, suspensions ou retraits de terrasse.

Le nombre de constats SAC est en constante augmentation depuis 2013, cela grâce à l'augmentation des effectifs de la cellule horeca (de 3 à 9).

De 94 en 2014, les sanctions sont passées à 114 en 2015, 185 en 2016 et 317 en 2017.

Il n'y a pas de nouvelle terrasse au Vismet. Les terrasses couvertes font l'objet d'une autorisation saisonnière entre avril et octobre. Les marquages au sol visaient à contraindre les exploitants à respecter leur remplacement. Aucune terrasse ne peut dépasser 50 m². La plupart tournent autour de 25 m². Le marquage au sol permet aux contrôleurs de vérifier qu'il n'y a pas débordement.

Question de Mme Nagy concernant les mesures pour encadrer les supporters de football dans le centre-ville

M. le Président.- En l'absence de l'auteure, excusée, la question sera posée par M. Maingain.

M. Maingain.- Monsieur le Bourgmestre, ce samedi 17 mars, à l'occasion du match Standard-Genk, le centre-ville a été victime de débordements, avec effusion de pétards et de gaz fumigènes qui ont créé une certaine émotion chez les commerçants, les habitants et les visiteurs.

La police fort présente est intervenue rapidement. Pouvez-vous me dire si des arrestations ont eu lieu ?

Pouvez-vous me dire quelles sont les dispositions légales en matière d'utilisation de pétards et de gaz fumigènes dans la rue et dans le stade ?

Y-a-t-il des contacts avec les clubs pour mieux encadrer les supporters et permettre d'assister à des événements festifs plutôt qu'à des situations comme celles vécues ce samedi après-midi ?

Qui organisait la fouille à l'entrée du stade ?

M. le Bourgmestre.- En tant que capitale de la Belgique, nous accueillons de grands événements sportifs à même de rassembler des milliers de supporters. Pour la Crocky Cup, la loi dite football est d'application, tout comme le règlement général de police qui interdit l'utilisation de matériel pyrotechnique.

Si aucune arrestation n'a eu lieu le jour même, la zone de police a procédé aux constatations nécessaires et a collecté des images et enregistrements de faits délictueux pour dresser procès-verbal. En cette matière, elle bénéficie de la collaboration des zones locales de Liège et Genk afin que les supporters au comportement problématique puissent être sanctionnés. Cette collaboration entre zones est essentielle. Le dispositif policier déployé dans le cadre de ces matches

intégrait des spotters des zones de police des équipes concernées. Ils sont intervenus préventivement auprès des clubs de supporters pour tenter de limiter les débordements. L'objectif était d'éviter une intervention policière en uniforme qui aurait pu embraser une situation déjà tendue.

Je félicite les services de police qui ont dû gérer une situation extrêmement tendue. Le choix de l'état-major a été de faire entrer le public le plus rapidement possible dans le stade et la deuxième enceinte, raison pour laquelle la fouille a été moins poussée.

Faisant suite à une réunion avec le comité de quartier Verregat et à une discussion en Collège, nous écrirons à l'Union belge de football pour exiger que les matches aient lieu le dimanche après-midi, et non plus le samedi à 20h45.

M. Maingain.- Je me joins à vous pour féliciter les services de police. Il convient d'améliorer la collaboration avec l'Union belge de football. L'organisation des matches le dimanche est la meilleure solution.

Vraag van mevrouw Debaets betreffende de eentalige folder over de werkzaamheden in de Centrumlanen

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de voorzitter, de werken op de centrale lanen gaan vooruit en dat is goed. Het is ook goed dat er met de burgers gecommuniceerd wordt, maar met enige verbijstering vernam ik dat buurtbewoners een eentalige folder hadden ontvangen met betrekking tot de vooruitgang van de aanpassingen in de Centrumlanen, met de boodschap "folder is ook beschikbaar in Nederlands op aanvraag".

Dat is echter de wetgeving die geldt in de faciliteitengemeenten. Ik moet er u uiteraard niet aan herinneren dat Brussel geen faciliteitengemeente is en dat alle communicatie van de overheid naar de burgers tweetalig moet zijn.

Deze folder is naast onwettig tevens ook weinig hoffelijk ten opzichte van de Nederlandstalige inwoners van de hoofdstad. Men blijkt nog altijd niet begrepen te hebben dat er hier twee taalgemeenschappen leven.

Mijnheer de burgemeester, waarom hebt u de taalwetgeving niet toegepast? Bestaat er ook een Nederlandstalige versie van de folder? Waar werd die verspreid? Ik heb vernomen dat er ergens in een kast ook een Nederlandstalige versie ligt die moet worden aangevraagd als men de communicatie in het Nederlands wil hebben. Kunt u garanderen dat uw communicatie voortaan correct tweetalig zal zijn?

De Burgemeester.- Mijnheer de voorzitter, ik ben het met mevrouw Debaets eens. Iedere vorm van communicatie betreffende de werken aan de centrale lanen en in het algemeen werden steeds in het Nederlands en in het Frans verdeeld. Op de Nederlandstalige versie was vermeld dat Franstalige versie van de brochure op verzoek ook in het Frans beschikbaar was. Hetzelfde gebeurde met de Franstalige versie waar in het Nederlands vermeld is dat de brochure ook in het Nederlands beschikbaar was.

De burger heeft zo de mogelijkheid om een kopie in een andere taal te krijgen en, indien nodig, contact op te nemen met de verantwoordelijke.

De cel Communicatie was van oordeel dat het gemakkelijker is twee brochures op te stellen en beide brochures in dezelfde postbus te deponeren. Dat heeft geleid tot klachten van inwoners die beweerden geen Franstalige brochure gekregen te hebben, anderen beweerden geen Nederlandstalige brochure gekregen te hebben. Nu is beslist om een tweetalige brochure te produceren.

Mevrouw Debaets.- Was het inderdaad de bedoeling om twee brochures in dezelfde brievenbus te stoppen? Ik begrijp dan niet goed het zinnetje op de Franstalige folder dat wie de folder in het Nederlands wil, ze kan aanvragen. Dat houdt dan geen steek. Ergens klopt er iets niet.

De Burgemeester.- Net daarom hebben we beslist om dat niet meer te doen en om in de toekomst één brochure in de twee talen te verdelen. Ik begrijp anderzijds het standpunt van de Cel Communicatie die het gemakkelijker vond om twee brochures te verspreiden.

Mevrouw Debaets.- Ik heb nog een laatste aanvullende vraag. Had u ook niet een ambtenaar in dienst genomen die zou waken over taalaangelegenheden? Is die bewuste man of vrouw al opnieuw vertrokken want een en ander zit toch niet helemaal snor?

De Burgemeester.- Mevrouw Els Ampe neemt die taak op zich.

Mevrouw Ampe, schepen.- Ik wil hier nog iets aan toevoegen. Er zijn evenveel brochures gedrukt en verspreid in het Frans als in het Nederlands. Ik heb naar aanleiding van uw tweet navraag gedaan bij verschillende mensen en het blijkt dat sommigen 's morgens de brochure in het Nederlands kregen en 's avonds of de volgende dag in het Frans of andersom. Een groep verspreidde de brochure in het Frans en een andere in het Nederlands. Sommige mensen kregen de brochure in het Frans en slechts de volgende dag in het Nederlands, maar hadden al onmiddellijk gereageerd.

Om die reden zullen we voortaan tweetalige folders opmaken zoals De Brusseleir die perfect tweetalig is en waar er nooit problemen mee zijn.

Question d'actualité de M. Ceux concernant la manifestation organisée par le secteur du taxi

M. Ceux.- Demain, une manifestation des chauffeurs de taxi sera organisée à Bruxelles. La Ville risque d'être bloquée. Il est de votre devoir de faire en sorte que la circulation soit possible.

Qu'en sera-t-il de l'accessibilité du stade Roi Baudouin, compte tenu du fait que les chauffeurs de taxi ont annoncé des manifestations sur le plateau du Heysel ?

M. le Bourgmestre.- Une manifestation de Kurdes aura également lieu demain. Nous ne pouvons qu'encourager les supporters à utiliser les transports en commun.

S'agissant des blocages du ring, je n'ai pas autorité en la matière, même si le centre de commandement est piloté par la police de Bruxelles. J'espère que la manifestation sera terminée avant le début du match. Nous avons pris les contacts nécessaires, mais je ne peux pas garantir que le ring sera praticable. S'agissant du plateau du Heysel, cet endroit sera le lieu de départ de la manifestation. L'objectif des chauffeurs de taxi n'est pas de bloquer le site.

M. le Président.- Avec l'accord des auteurs, les questions à l'ordre du jour non traitées en cette séance sont reportées à une séance ultérieure ou transformées en questions écrites.

Prochaines séances

Vendredi 20 avril 2018

À partir de 14 heures : sections ordinaires.

Lundi 23 avril 2018

À 16h : premier comité secret (2 dossiers disciplinaires)

À 17h : séance publique, suivie d'un deuxième comité secret.

M. le Président.- La séance publique est levée.

- *La séance publique est levée à 21h.*

- *De openbare zitting wordt opgeheven te 21u.*